

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 443 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 50Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 443
Janvier- Février 1998
35^e année

DANS CE NUMERO

- Pour la défense des chômeurs, des licenciés, des précaires, des retraités
- Octobre 17 et la révolution socialiste future (3)
- Le Royaume-Uni, un pays de Cocagne pour les bourgeois
- Correspondance: Répression en prison
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde: Thaïlande, Maroc, Zimbabwe

Papon: une carrière exemplaire au service de l'Etat bourgeois

Au moment où nous écrivons, l'interminable procès Papon continue à se dérouler avec une sage lenteur: la «Justice» n'est pas pressée de condamner celui qui, lorsqu'il était secrétaire général de la Préfecture de Gironde, a été l'exécuteur de la politique fasciste de Vichy dans cette région et a en particulier supervisé la déportation de centaines de Juifs. Il faut dire qu'il fut en un clin d'oeil absous de tous ces menus péchés à la «Libération» et qu'il poursuivit brillamment une carrière administrative si bien commencée jusqu'à être Ministre sous Giscard jusqu'en 81.

Ce procès a vu le jour plus de 15 ans après le dépôt d'une plainte contre Papon pour «crime contre l'humanité»; il a fallu pour cela attendre la disparition de Mitterrand (qui a admis dans son dernier entretien avec un journaliste avoir bloqué l'instruction de ce genre de procès), et l'adoption par Chirac d'une nouvelle orientation politique reconnaissant que l'Etat français était bel et bien impliqué dans les déportations des Juifs. Auparavant, selon l'analyse forgée par de Gaulle, le pouvoir vichyste n'était qu'une parenthèse nulle et non advenue, la «France» se trouvant pendant cette période à Londres et dans les maquis de la Résistance!

La reconnaissance - plus que tardive - par Chirac de la réalité, faite pour lui procurer des avantages politiques immédiats, particulièrement au plan international, impliquait inévitablement le lâchage du vieux Papon, homme politique désormais fini et sans influence. La renonciation à la vieille légende était un coup direct à la vieille garde gaulliste, mais aussi à la vérité historique officielle qui avait tenu le haut du pavé sous la IV^e et la V^e Républiques. Il était inévitable qu'au cours du procès Papon soit évoquée la continuité de l'appareil d'Etat de Pétain à de Gaulle, et le recyclage de hauts fonctionnaires et responsables pétainistes en «Résistants» grâce à l'onction des hommes de la «France Libre». Devant le danger que le procès «dérape», c'est-à-dire qu'il mette en pièces la légende de

(Suite à la page 3)

La lutte des chômeurs est l'affaire de toute la classe ouvrière

Le mouvement des chômeurs a mis en lumière, une nouvelle fois, le caractère anti-ouvrier de la politique gouvernementale; il a aussi mis en lumière les attitudes des partis qui prétendent marier la participation gouvernementale et le «soutien» aux «aspirations populaires»: inévitablement ce prétendu soutien tapageur se révèle être un soutien de fait aux intérêts bourgeois défendus par le gouvernement, contre les

TOUTES LES FORCES BOURGEOISES DERRIÈRE JOSPIN CONTRE LES CHÔMEURS

Le mouvement et les revendications des chômeurs rencontrent indéniablement une large sympathie dans la population, et évidemment au premier chef parmi les prolétaires. Les raisons en sont faciles à comprendre. Si le nombre officiel des chômeurs dépasse les 3 millions (en décembre, dernier mois connu, le chiffre officiel est de 3.027.000 selon la nouvelle méthode de calcul introduite sous Juppé et 3.507.000 selon l'ancienne méthode), un rapport officiel du Commissariat au Plan évaluait récemment à 7 millions le nombre de travailleurs touchés par une forme ou l'autre de sous-emploi: outre les chômeurs recensés comme tel, il y a en effet 350.000 chômeurs «en formation», 1.500.000 travailleurs à temps partiel (contre leur gré), 250.000 chômeurs découragés qui ont renoncé à chercher du travail, 467.000 travailleurs mis en pré-retraite, un million de travailleurs précaires, 300.000 personnes qui désirent travailler mais ne le peuvent pas pour des raisons diverses (santé,

famille, etc.). Selon une enquête d'opinion publiée à la mi-janvier, le tiers des personnes ayant actuellement un emploi estimerait avoir un risque très grand ou assez grand de se retrouver au chômage «dans les prochains mois».

Le gouvernement se trouvait donc dans une position délicate; la revendication par les chômeurs en lutte d'une «prime de Noël» de 1500 F ou celle du relèvement des «minima sociaux» paraissait impossible à refuser de la part d'un gouvernement de gauche qui avait accédé aux revendications des plus riches contribuables de maintenir l'essentiel de leurs fructueuses exonérations fiscales. Mais c'est pourtant ce qu'il a réussi à faire, recevant pour cela les félicitations, entre autres, d'un connaisseur, l'ancien Premier ministre Barre. Les partis de droite, les médias et les forces liées aux organisations patronales, sans oser en général condamner de front les revendications des chômeurs (à l'exception du Front National), avaient épaulé le gouvernement en dénonçant le danger qu'il y aurait eu de transformer les chômeurs en «assistés», de faire disparaître les «incitations» à chercher

revendications des chômeurs et surtout contre l'apparition d'un véritable mouvement de lutte prolétarien. Mais il a aussi montré que même les organisateurs et les dirigeants de la lutte des chômeurs s'alignent en définitive sur le vaste front des défenseurs de l'ordre établi qui va de la droite à la gauche de l'éventail politique, sans oublier les grandes Confédérations syndicales.

du travail, si les minima sociaux étaient augmentés. Les bourgeois savent pertinemment que seule la «contrainte économique» (en langage non technocratique: la menace d'être jeté à la rue et de crever de faim) peut inciter les prolétaires à accepter docilement des bouillottes pourries et des salaires de misère. Si les millions de chômeurs et précaires étaient assurés d'un revenu décent, la pression à la baisse sur les salaires rencontrerait immédiatement la résistance des prolétaires qui ne seraient plus paralysés par la crainte du chômage avec tout ce qu'il signifie aujourd'hui.

C'est bien pourquoi les bourgeois refusent et refuseront obstinément une hausse substantielle des allocations chômage et autres revenus minimaux. Mais les bourgeois ne sont pas seuls à entonner le refrain du refus d'une «société d'assistance» au profit d'une «société du travail». Ces paroles ô combien cyniques du CNPF (quand on constate que les patrons continuent à licencier ou à prévoir des licenciements) ont été reprises quasiment telles quelles par Force Ouvrière ou par la CFDT (la

(Suite à la page 2)

Lettre d'Italie NOUVEAU MAUVAIS COUP DE L'OPPORTUNISME POLITIQUE ET SYNDICAL:

L'ACCORD SYNDICATS-GOUVERNEMENT SUR LES RETRAITES

Deux années à peine après des premières réformes, effectuées par les gouvernements précédents, qui avaient drastiquement réduit les conditions d'accès à la retraite et les conditions de vie des futurs retraités, le gouvernement de coalition centre-gauche revient à la charge. Le patronat continue en effet à juger que le système actuel des retraites, bien que fortement redimensionné par rapport au passé, est encore trop coûteux. Pour les capitalistes, les prolétaires sont en effet considérés avant tout, non comme des êtres humains, mais comme des producteurs de plus-value (ou de profit, pour parler comme les bourgeois) - comme des sortes de machines qui, à la différence des autres, ont cette particularité, grâce à leur travail dans le cadre du système salarié, d'ajouter de la valeur aux marchandises produites. Et de même que toute autre machine, les prolétaires sont utilisés jusqu'au bout, jusqu'à ce qu'ils soient usés au point de ne plus être suffisamment «productifs» pour les capitalistes. A ce moment ils ne servent plus, ils sont devenus obsolètes: ils doivent être expulsés du processus productif, mis au rebut, comme les pièces ou les machines défectueuses. En bonne logique économique capitaliste, ceux des vieux prolétaires qui ont réussi à survivre aux maladies et à l'épuisement provoqués par une vie de labeur, marchandise désormais inutile et inutilisable, doivent donc être entretenus au moindre coût. Peu importe pour les capitalistes si les retraités prolétariens touchent une pension insuffisante: la charge de ces derniers doit retomber sur la classe ouvrière; ce sont les familles prolétariennes qui doivent prendre en charge leurs parents et ceux-ci doivent se juger heureux si après avoir sué sang et eau pendant des décennies, ils peuvent encore recevoir à leur retraite un peu d'argent sous forme de pension - ce qui n'est que le versement différé d'une partie d'un salaire écorné de mille façons et sous mille prétextes pendant leur vie de travail par l'Etat bourgeois (impôts, taxes, assurances, amendes, cotisations et versements en tous genres, obligatoires ou non).

La société bourgeoise n'a pas de place pour tout ce qui ne provient pas du marché ou qui n'est pas destiné au marché. Cette attitude est déterminée par son mode de production dont le but principal est la production de plus-value, la production de biens destinés à être consommés n'étant que le moyen d'arriver à ce but; tout ce qui contrarie ce but est un obstacle objectif au bon fonctionnement de

l'économie capitaliste. Le versement des retraites aux vieux prolétaires, s'il n'est pas compensé par une production d'une masse de profits suffisamment importante pour qu'il ne représente qu'une dépense marginale, devient un «coût» intolérable pour Messieurs les capitalistes. La société bourgeoise ne supporte ce coût que parce qu'il s'agit d'un problème qui a des conséquences importantes sur le main-

tien de la paix sociale. Le système des retraites fait partie de cet ensemble d'amortisseurs sociaux et de dispositifs de sécurité sociale, connu sous le nom d'Etat-providence, qui, en liaison directe avec les mécanismes de la démocratie politique, a démontré historiquement sa formidable capacité à assurer le maintien du mode de production capitaliste et des privilèges de la classe dominante. Donc, tant que ce sera matériellement possible pour les pays capitalistes les plus riches, et même si c'est au détriment des conditions de vie et de travail des prolétaires non seulement de ces pays, mais surtout des pays capitalistes les moins développés, ces mesures sociales dans l'ensemble ne disparaîtront pas. Elles seront rognées, diminuées, réduites en nombre et en valeur, mais elles continueront à exister parce qu'elles garantissent à la bourgeoisie la poursuite de la tromperie démocratique et au collaborationnisme politique et syndical la continuation de son rôle de pompier social et de désorganisateur des luttes ouvrières.

LE COLLABORATIONNISME POLITIQUE ET SYNDICAL, DÉSORGANISATEUR DES LUTTES OUVRIÈRES

Plus augmente la pression du capital sur la classe prolétarienne, et plus s'accroissent les contradictions sociales: du côté prolétarien c'est la croissance perpétuelle de la précarité, de l'insécurité, de la misère, de la faim; du côté petit-bourgeois c'est le lent mais inexorable effritement des privilèges et des avantages sociaux provenant de la position de parasit-

(Suite à la page 3)

La lutte des chômeurs est l'affaire de toute la classe ouvrière

(Suite de la page 1)

palme de l'odieux revenant quand même à Notat répondant que « l'UNEDIC n'est pas un bureau d'assistance sociale » lorsqu'on lui demandait de justifier les différentes mesures de diminution d'indemnités aux chômeurs qu'elle a entérinées lorsqu'elle a été élue à cet organisme). Ces deux syndicats si rivaux se sont retrouvés pour défendre leurs prérogatives et leur monopole d'« organisations représentatives » et s'opposer à ce que les organisations de chômeurs soient officiellement reconnues comme des partenaires par le gouvernement ou le patronat.

L'ABSENCE D'UNE ORGANISATION ET D'UNE ORIENTATION DE CLASSE

La CGT a été plus habile (en dépit de la tentative en dernière minute de la CFDT de ressusciter le mouvement «Partage» du très discrédité arriviste Pagat, pour avoir son organisation de chômeurs). C'est elle, par l'intermédiaire des «comités de chômeurs CGT», qui a été à l'initiative des premières mobilisations pour la «prime de Noël» aux chômeurs. Elle a accepté une unité d'action avec d'autres organisations disposant d'une présence réelle comme «A.C.», avec le MNCP (Mouvement National des Chômeurs et des Précaires), l'APEIS (Association pour l'Emploi, l'Insertion et la Solidarité), etc. Cette présence CGT a permis au PCF de garder le contact avec le mouvement et de tenter de revaloriser son rôle au sein de la majorité gouvernementale en essayant de montrer qu'il était indispensable pour contrôler les chômeurs et servir de bouclier au gouvernement. La CGT n'a en effet pas abandonné sa nature foncièrement collaborationniste en s'intéressant aux chômeurs, bien au contraire. Il s'agit en fait, fondamentalement, pour elle de prévenir l'émergence d'actions indépendantes, incontrôlées de prolétaires sur ce terrain où l'absence d'organisations syndicales collaborationnistes risquait de faire courir un risque pour la paix sociale. Cette action de déminage ne peut être possible si les revendications des chômeurs ne sont pas en partie reprises et si des actions, parfois spectaculaires, et la perspective d'obtenir quelques résultats concrets, ne permettent pas de gagner une certaine confiance auprès des chômeurs qui sont le plus souvent, et à juste titre, méfiants par rapport à la bonzerie syndicale.

La CGT, devenue en quelques semaines le «fer de lance» du mouvement des chômeurs, relayée par le PCF, a donc pesé de tout son poids pour que le ministre PCF des transports lâche quelques miettes aux chômeurs, puis pour que la rencontre avec le gouvernement ait lieu et se passe bien. Elle a bruyamment salué les mesures annoncées par Gaysot, Jospin et Aubry, mesures unanimement rejetées par les chômeurs. Ensuite elle s'est efforcée, non sans succès, de protéger le gouvernement en détournant la cible de la lutte vers le CNPF, vers l'opposition au traité de Maastricht, pour finir par organiser une manifestation de soutien au projet de loi gouvernemental sur les 35 heures!

Si la CGT a pu jouer sans trop de difficultés ce rôle central de sabotage de fait du mouvement alors même qu'elle organisait avec d'autres manifestations, occupations et autres actions plus douteuses, c'est parce que le réformisme foncier des différentes organisations de chômeurs lui laissait le champ libre. «Agir contre le Chômage», où militent de nombreux militants d'extrême-gauche, passe pour une organisation radicale, voire extrémiste. Selon «Le Monde», des dirigeants d'«A.C.» avaient discrètement assuré à des responsables du PS qu'ils ne cherchaient pas une «crise» avec le gouvernement (1), et les déclarations publiques de Claire Villiers, principale dirigeante d'«A.C.», vont dans le même sens: «C'est un mouvement est à un endroit central qui a, peut-être, la capacité de remettre la société en marche. Nous ne voulons pas dé-

stabiliser le gouvernement. La maturité de ce mouvement, c'est de peser sur lui» (2). On retrouve la même orientation, naïvement (?) réformiste et collaborationniste, dans le bulletin d'«A.C.» (3): «Le Gouvernement va donc être obligé d'agir à la fois pour que les chômeurs aient les moyens de vivre tout de suite, que sa politique de l'emploi soit plus énergique (loi sur la RTT) et que précarité et sous-emploi régressent, terrains sur lesquels il ne s'est pas avancé, au contraire (sic!), pour le moment. (...).

Concrètement. Au sortir de chez Jospin (qui aurait imaginé ça il y a 3 mois?) est donc acté: - la création du fonds d'urgence: - Les comités d'usagers et la reconnaissance à venir: - La mise "en harmonisation et en cohérence" de l'indemnisation et des minima (...). Chacun de ces points est une vraie avancée, mais c'est surtout un immense chantier où les mobilisations seront indispensables. Il nous faut travailler très vite sur les concrétisations, et débattre des problèmes politiques essentiels: place des partenaires sociaux, assurance, minima, place de l'Etat, rôle du patronat, etc...».

Hélas pour nos apprentis interlocuteurs-responsables, ils n'avaient pas tout compris; après avoir donné un (bien maigre) os à ronger et laissé entrevoir des perspectives enchantées de réformes, le gouvernement qui n'avait pas reçu de réponse satisfaisante à sa demande d'arrêter les actions, envoyait dès le lendemain les CRS matraquer les chômeurs et mettre un terme aux occupations de locaux publics. Quant aux «vraies avancées», elles s'avéraient n'être que des clopinettes: pas d'augmentation significative des minima sociaux, ces revenus versés à plus de trois millions de personnes (essentiellement le RMI versé à plus d'un million de personnes, le minimum-vieillesse versé à plus de 800.000, l'Allocation de solidarité versée à près de 500.000 chômeurs en fin de droit, et diverses pensions invalidité, etc.) et qui, en comptant les familles, font «vivre» près de 6 millions de personnes; pas d'extension du RMI aux moins de 25 ans, rien pour les chômeurs en fin de droit et pour les chômeurs non indemnisés...

SEULE LA LUTTE OUVERTE ET CLASSISTE PEUT ÊTRE EFFICACE

Plus du tiers des chômeurs ne reçoivent pas d'indemnités de chômage; sur ceux qui sont indemnisés, près de 80% reçoivent une allocation inférieure à 5.000 F par mois et 37%, soit 835.000 personnes, une allocation inférieure à 3.000 F. D'autre part 3 millions de travailleurs qui ont la chance d'avoir emploi touchent un salaire inférieur à 5.000 F, donc inférieur au salaire minimum (4). Ces chiffres montrent bien l'importance du problème des bas revenus, des bas salaires, qui frappe un nombre croissant de prolétaires. Cette extension du paupérisme est-elle due à une mauvaise politique, à une pensée unique ou à un manque d'audace ou d'énergie, comme le répètent sur tous les tons ceux qui ne veulent critiquer qu'une mauvaise forme de capitalisme?

Constatons d'abord que ce développement de la misère au coeur même des sociétés capitalistes les plus développées, va de pair avec le développement de la production capitaliste: depuis 1974, date d'un maxima de la production avant l'éclatement de la crise économique de 75, la «production de richesse», de marchandises, a augmenté de 7 fois en France, alors que le nombre de chômeurs a été multiplié par 70, alors que pendant ce presque quart de siècle, des gouvernements de gauche comme de droite se sont succédés à la tête du pays. L'année 97 a vu un nouveau record de la bourse (29,5% de hausse du cours des actions), tandis que les profits des entreprises s'annoncent comme un «millésime prometteur» (4). Il y a déjà bien longtemps que Marx a montré que ce phénomène de la croissance parallèle du capitalisme et du chômage - ce qu'il appelle «l'armée industrielle de réserve» n'est pas du tout fortuit:

«La réserve industrielle est d'autant plus

nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, sont plus considérables. Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amènent la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. Mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît aussi le paupérisme officiel:

Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste» (Le Capital, Livre 1, ch.35, 4; souligné par nous).

L'augmentation du chômage et de la misère n'est donc pas un fait accidentel, lié à telle ou telle politique particulière des gouvernants, mais la conséquence inévitable des lois du capitalisme. C'est au fond ce qu'a dit le bon Monsieur Jospin: il est sincèrement désolé pour les chômeurs, il voudrait bien faire quelque chose pour eux, mais voilà ça coûterait cher, et ça pénaliserait l'économie nationale (= le capitalisme français). Jospin a raison et ceux qui pensent qu'on pourrait financer la réduction du temps de travail, la hausse des salaires et un revenu garanti pour les chômeurs sans dommages pour la croissance (= l'accumulation capitaliste) sont des menteurs. Il n'est pas possible de financer: on ne peut pas défendre en même temps les intérêts des prolétaires et ceux de l'économie nationale, on ne peut pas en même temps soutenir les revendications des chômeurs et collaborer avec le gouvernement. Il n'existe pas de troisième voie entre la soumission aux lois économiques du capitalisme et la lutte ouverte contre tout ce système d'exploitation et de misère, lutte qui, dans toutes les péripéties quotidiennes et les combats partiels, ne doit jamais perdre de vue le but final de la révolution communiste internationale. Les chômeurs ne pouvaient objectivement que poser un pro-

blème que le réformisme est impuissant à résoudre, qui ne pourra être résolu que par l'entrée en lutte massive et déterminée de toute la classe ouvrière pour briser la force de la classe ennemie et de son Etat: le problème de l'accumulation de la richesse à un pôle de la société et l'accumulation de misère à l'autre, le problème du maintien du mode de production capitaliste.

En se mobilisant et en se lançant dans des actions directes, si limitées soient-elles, les chômeurs, quelles que soient les arrière-pensées de ceux qui étaient à leur tête, ont cependant montré à tous que la seule voie était celle de la lutte et non l'attente du bon vouloir du gouvernement. Ils ont dévoilé un peu plus la fonction véritable de ce gouvernement de gauche et mis en porte-à-faux nombre de ses suivistes. Les revendications qu'ils ont avancées ont rencontré un large écho dans les rangs ouvriers. Mais la leçon la plus importante est que pour faire reculer le gouvernement solidement adossé à la bourgeoisie et protégé par ses complices collaborationnistes, il faut non seulement lui opposer une force supérieure - ce qui signifie l'entrée en lutte de larges secteurs de la classe ouvrière - , mais aussi savoir déjouer tous les pièges et éviter toutes les impasses du réformisme, traditionnel ou non, c'est-à-dire s'en tenir exclusivement aux méthodes et aux moyens de classe. Tout pas réel fait dans ce sens est porteur d'avenir, car il prépare les luttes qui ne manqueront pas d'éclater à nouveau, et avec une force et une ampleur redoublées, demain. Et tirer les leçons des insuffisances et des faiblesses d'aujourd'hui est le premier de ces pas.

(1) cf «Le Monde», 19/1/98

(2) cf «Le Monde», 28/1/98

(3) cf «Lettre rapide» n°73, 17/1/98.

(4) cf «Le Monde», 31/12/97 (il s'agit de statistiques portant sur des données du 30/6/97) et «Le Monde Diplomatique», février 98.

Pour la défense des chômeurs, des licenciés, des précaires, des retraités!

Les réductions d'horaires, les licenciements, le travail précaire et à temps partiel, le chômage (dont les premiers à souffrir sont les immigrés, les jeunes, les femmes) sont partout à l'ordre du jour.

- NON AUX LICENCIEMENTS!

Un tel mot d'ordre a valeur de principe en tant qu'il est une indication générale de lutte et un appel à la solidarité de classe. Il est bien supérieur à celui de «défense de l'emploi», autre formulation de la même revendication, mais qui, défendue en général se prête trop facilement aux interprétations réformistes et inter-classistes. Cependant, ces mots d'ordre seraient dénaturés si on les transformait en objectifs pratiques à atteindre en n'importe quelle situation et par n'importe quel moyen. C'est pourquoi la lutte contre les licenciements doit être liée à la dénonciation de l'objectif illusoire de la «garantie de l'emploi» en régime capitaliste.

Tout le monde se gargarise du «droit au travail». Cette revendication n'a de sens que liée à la révolution communiste. Sur le terrain du capitalisme, et donc en tant que revendication immédiate, elle est une mystification que bourgeois et opportunistes n'ont pas oublié d'inscrire... dans la Constitution!

Pour les salariés touchés par le chômage et les licenciements, les revendications immédiates doivent être les suivantes:

- SALAIRE INTEGRAL AUX OUVRIERS LICENCIÉS, entièrement à la charge du patron et de l'Etat, sans limitation de durée.

- SALAIRE INTEGRAL EN CAS DE REDUCTION D'HORAIRE (y compris de réduction des heures supplémentaires obligatoires).

- SALAIRE EGAL AU SALAIRE MINIMUM EN VIGUEUR POUR TOUS LES TRAVAILLEURS A LA RECHERCHE

D'UN EMPLOI (jeunes, femmes désirant retravailler après avoir élevé leurs enfants, travailleurs immigrés). Le salaire intégral doit être étendu aux RMistes, aux travailleurs frontaliers sans travail, aux émigrés de retour de l'étranger.

- EMBAUCHE IMMEDIATE DES TRAVAILLEURS TEMPORAIRES, A EGALITE DE SALAIRE

- PAS DE SALAIRE INFERIEUR AU SALAIRE MINIMUM; non à toutes les formes de SMIC - jeunes, Contrat Emploi Solidarité, etc.

Seule la dictature du prolétariat pourra assurer le maintien des ressources à tous les travailleurs. Mais la lutte pour ces revendications, dès aujourd'hui est importante, car il s'agit de mettre en avant les besoins de la classe, contre la logique capitaliste devant laquelle s'inclinent tous les opportunistes, et d'aller dans ce sens, ce qui est possible par la lutte.

Dans l'immédiat, chômeurs et actifs ont besoin d'imposer ensemble la

- gratuité des transports, des soins, non aux expulsions, non aux coupures de gaz et électricité de tout prolétaire privé de salaire, lutte directe en appelant les travailleurs de EDF à la solidarité.

- simplification des démarches administratives, refus des procédures contraignantes et vexatoires (pointages répétés, horaires gênants, etc...), des mesures de discrimination compliquant la procédure (par exemple pour les travailleurs immigrés, les sans-papiers). Non à toute radiation, quel qu'en soit le motif.

Les revendications énumérées ci-dessus doivent s'accompagner de la riposte des ouvriers non-chômeurs lorsque ces derniers sont jetés à la rue (expulsion qui n'est souvent que le prélude à la leur).

Que la pression ouvrière réussisse ou non à empêcher les licenciements, elle doit se prolonger par une solidarité active et organi-

Papon: une carrière exemplaire au service de l'Etat bourgeois

(Suite de la page 1)

la Résistance de la grande masse du peuple français contre l'envahisseur étranger secondé par une poignée de traître, il a fallu que montent au créneau non seulement quelques vieux gaullistes encore valides, non seulement le nouveau chef fondateur du RPR, mais même le Premier ministre socialiste qui s'est fendu d'une pompeuse déclaration pour affirmer que «Vichy n'était pas la France», et donc que l'Etat français n'était responsable de rien...

PAPON, FIGURE EMBLÉMATIQUE DE L'ETAT BOURGEOIS

C'est que Papon, loin de représenter un cas exceptionnel, loin d'être «un intrus dans la République» (1), est au contraire une figure emblématique de la continuité de l'Etat bourgeois malgré tous ses travestissements et tous les changements de régime. Après avoir débuté à l'enseigne du radical-socialisme dans un gouvernement de Front Populaire où il fut sous-secrétaire d'Etat, il connut une promotion rapide sous Pétain et fut nommé au poste très sensible de secrétaire général de la Préfecture de Gironde, département d'importance stratégique pour les Allemands en raison des installations portuaires de Bordeaux. A ce poste de responsabilité il acquit une réputation d'homme à poigne. Malgré ou à cause de cela il fut, dès le départ des troupes allemandes en août 44, non seulement conservé à son poste mais promu à des responsabilités plus importantes par les gaullistes; par exemple c'est Papon qui représente les Forces Françaises Libres à un meeting organisé en septembre 44 par le PCF où dans son discours il fait l'éloge de la Résistance. Car Papon a joué un rôle clé dans le ralliement de l'appareil local de l'Etat, y compris des forces de police, aux nouvelles autorités qui

cherchent à se mettre en place et qui craignent avant tout un affaiblissement de cet appareil dans la délicate période qui s'ouvre. Toutes les - timides - protestations des organisations de la Résistance locale contre le maintien de Papon et d'autres fonctionnaires qui avaient été sous ses ordres à l'époque pétainiste, seront étouffées (pour pouvoir mieux continuer sa carrière, Papon se fera même décerner des certificats attestant qu'il était un résistant - pratique courante à l'époque) (2). La Résistance en effet partage avec les hommes de Londres le souci d'éviter tout ce qui pourrait déboucher sur des agitations des masses et un réveil du mouvement prolétarien de classe; elle est donc tout aussi attachée qu'eux à la préservation de l'Etat bourgeois qu'elle voudrait seulement «épurer» et «démocratiser».

Après avoir été chef de cabinet d'un ministre socialiste en 46, il est nommé préfet en Corse, puis en Algérie, période pendant laquelle il passe pour un «libéral», opposé aux colonialistes «ultra», à l'image du dirigeant radical-socialiste local. En décembre 51 il devient secrétaire général de la préfecture de police de Paris, second d'un préfet particulièrement réactionnaire. Durant cette période les policiers sous ses ordres ouvrent le feu contre une manifestation pacifique d'indépendantistes algériens, faisant 7 morts et plus de 40 blessés graves. En juin 54 Papon est nommé Secrétaire-général du protectorat du Maroc. Là il «entreprend de dresser les forces de l'ordre à la répression impitoyable des "menées nationalistes"»: la police française multiplie les violences, les tortures, les arrestations arbitraires, tandis que «l'équipe Papon-Lacoste protège presque jusqu'au bout les terroristes français» (3) qui multiplient les attentats contre les indépendantistes. Cependant il est écarté en 55 lorsqu'un nouveau gouvernement qui veut mener une politique libérale au Maroc, le trouve trop compromis dans la répression. Mais en 56 on le retrouve comme collaborateur du gouvernement de «Front Republicain» dirigé par les socialistes et élu grâce aux voix du PCF. En dépit de ses promesses de paix en Algérie, ce gouvernement va en réalité faire passer la guerre coloniale à un stade supérieur. Papon est nommé super-préfet pour l'Algérie et il donne toute la mesure de ses capacités répressives; les centres de torture se multiplient, de même que les expulsions d'avocats qui essayent de défendre les indépendantistes. «L'heure n'est plus où il faut distinguer les civils des militaires», déclare-t-il en mai 56, phrase qui semble faire écho à celle de Mitterrand: «la seule négociation, c'est la guerre!». En mars 57 le

gouvernement radical-socialiste, à la recherche d'un homme sûr, le nomme préfet de Paris. Lorsque les gaullistes prennent le pouvoir en 58, Papon fait tout son possible pour que la transition se passe en douceur. En récompense de Gaulle le maintient à ce poste en l'invitant à «tenir Paris» en toutes circonstances, ce qu'il va faire avec son «efficacité» coutumière pendant 10 ans. A ce poste particulièrement important pendant la guerre d'Algérie, il gagnera une réputation sinistre. Rafles en masse d'algériens, tortures, meurtres, se succèdent quotidiennement jusqu'à la bestiale répression de la manifestation du 17 octobre 61 au cours de laquelle probablement 300 algériens sont massacrés, jetés dans la Seine, abattus jusque dans la cour de la Préfecture de Police - la plus grande tuerie à Paris depuis la Commune de 1871, commise par des forces de police déchaînées. Quelques mois plus tard, une autre manifestation, bien française celle-là, sera également violemment réprimée: 8 morts au métro Charonne. Le PCF et les partis de gauche, sociaux-impérialistes jusqu'au bout des ongles, avaient pratiquement ignoré la répression de la manifestation d'octobre, et leur indignation contre la tuerie de Charonne servira à faire oublier pendant des décennies les massacres contre les algériens; à leur façon, ils ont ainsi complété le travail de Papon et du gouvernement gaulliste (4). Car si Papon a été l'organisateur direct de cette sanglante répression, il n'a pu le faire bien évidemment qu'avec l'assentiment des plus hautes autorités.

En janvier 67 Papon quitte la Préfecture de police pour occuper le poste de PDG de Sud-Aviation, puis pour commencer une carrière d'homme politique au sein du parti gaulliste qui culmine lorsque Raymond Barre, qui, selon ses dires, connaissait sa «réputation d'efficacité» le fait entrer dans son gouvernement en 1978. Un certain Jean-Louis Debré est son secrétaire de cabinet...

Ce rapide rappel de la carrière de Papon témoigne que celle-ci est inséparable de toutes les turpitudes et de tous les remaniements de l'appareil d'Etat de l'impérialisme français. Radical-socialiste avant guerre, il fut un fidèle haut fonctionnaire pétainiste lorsque la majorité de la bourgeoisie française jouait la carte de la coopération avec l'Allemagne nazie, avant qu'elle devienne gaulliste lorsque la défaite allemande ne faisait plus de doute. Papon, comme tant d'autres, suivit ses contorsions. Après la guerre il fut l'un des auteurs des basses oeuvres de l'impérialisme français, tantôt sous des gouvernements de gauche, tantôt sous des gouvernements de droite, avant

de devenir un homme-clé du pouvoir gaulliste.

Le tribunal de Bordeaux le condamnera-t-il pour ses crimes commis à l'époque de Pétain? Nous n'en savons rien et nous n'attendons rien d'un tel tribunal: aucun tribunal bourgeois ne pourra jamais juger un Papon pour tous ses crimes, car il les a commis au service et au profit de la bourgeoisie. C'est d'ailleurs bien pourquoi Papon n'est inculpé et jugé que pour complicité avec des crimes commis par un autre Etat que l'Etat français. Le fameux «devoir de mémoire» au nom duquel ce procès est glorifié est bien amnésique: il a oublié tous les crimes de l'impérialisme français!

Le seul tribunal qui nous intéresse donc sera celui qui ne jugera pas seulement les Papon et les Etats étrangers, mais qui ne reculera pas à juger le mode de production, la classe et l'Etat capitaliste français, au même titre que ceux de tous les pays capitalistes. Le verdict de ce tribunal est déjà connu: sentence capitale contre ce mode de production, cette classe et ses Etats nationaux; et l'exécuteur en est aussi connu: le prolétariat qui, en faisant la révolution mettra définitivement fin aux innombrables crimes contre l'humanité commis par le capitalisme.

(1) cf «Papon, un intrus dans la République», Ed. du Seuil.

(2) A Bordeaux il existait un réseau de Résistance d'extrême-droite, recrutant chez des industriels et autres bourgeois, qui avait l'exclusivité du financement et des armes britanniques. Ce réseau fut «retourné» par les nazis qui le convainquirent en partie de collaborer avec eux au nom de l'anti-communisme et de mettre sur pied des contre-maquis faisant la guerre aux autres Résistants. Par contre l'un des actes les plus efficaces longtemps faussement attribué à la Résistance - l'explosion d'un dépôt de munitions, qui empêcha les allemands de détruire le port de Bordeaux - fut l'oeuvre d'un soldat allemand. Ce n'est que 40 ans après que le «grand Résistant» Chaban-Delmas acceptera de reconnaître les faits.

(3) cf «Papon, etc.», op. cit., p. 235.

(4) Jospin vient d'interdire la publication des archives policières sur ces massacres, publication que Chevenement avait permise. En effet «cela pourrait interférer avec le procès Papon en cours»; mais c'est promis, ces archives seront publiées un jour. Plus de trente ans après la gauche continue à couvrir les massacres colonialistes...

POUR LA DÉFENSE ...

sée des non chômeurs avec les luttes et revendications de ces derniers et dans tous les épisodes de la lutte des classes. Cette solidarité est inséparable de la lutte contre les réformistes qui traitent avec mépris les chômeurs et les précaires comme des «sous-prolétaires». Contre ces derniers ils doivent revendiquer le droit des chômeurs et des travailleurs temporaires à rester organisés avec les travailleurs embauchés, à participer à l'action syndicale, aux assemblées et aux grèves, à former et conserver toutes formes de liens avec les travailleurs actifs. (...)

La revendication du salaire intégral, ainsi que du droit à rester organisés, doit s'appliquer également aux retraités que le capital précipite dans la détresse sociale et économique après les avoir usés jusqu'à la corde. Face au cynisme bourgeois et à la démagogie productiviste du «place à la jeunesse» revendiqué par les syndicats, il est indispensable de lutter contre la retraite obligatoire et les licenciements déguisés sous forme de pré-retraite, et pour imposer, non l'obligation, mais le

- droit à la retraite à 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les travaux pénibles et pour les femmes (en fonction de la double exploitation qu'elles subissent jusque là), quel que soit le nombre d'années de cotisation, avec même salaire pour les catégories les plus exploitées, dont la moyenne de vie n'atteint même pas l'âge actuel de la retraite pour

- retraite égale au salaire; contre les amputations de salaire favorisées par le système des primes.

- avec: pas de retraites (ou pensions) en dessous du salaire minimum.

- pas de réduction de la retraite pour les chômeurs.

(Extrait de «Pour des méthodes et revendications de classe», brochure «Le Prolétaire» n° 16)

Lettre d'Italie

NOUVEAU MAUVAIS COUP DE L'OPPORTUNISME POLITIQUE ET SYNDICAL: L'ACCORD SYNDICATS-GOUVERNEMENT SUR LES RETRAITES

(Suite de la page 1)

me ou semi-parasitisme occupée par ces couches dans la société; et enfin, du côté de la bourgeoisie, c'est l'accroissement de la richesse et de la prépondérance sur les autres classes. Les couches petites-bourgeoises, oscillant toujours entre le passage vers les couches supérieures (possible seulement pour une minorité) et la chute dans le prolétariat (qui frappe la majorité lors des grandes crises économiques), sont mêmes les premières et les plus sensibles à percevoir même les petites variations dans leur situation parasitaire. Lorsqu'elles se mettent en mouvement, c'est en général poussées par la crainte de voir perdre les avantages, les privilèges associés à leur statut social, en un mot par la peur de la prolétarianisation. Quand elles s'agitent, dans ce cas contre le gouvernement central de la bourgeoisie qui n'a pas de scrupules à réduire en miettes les avantages dont jouissent les petits-bourgeois si l'intérêt général du capitalisme le demande, ces couches cherchent à maintenir leur position, et inévitablement, au détriment de la classe prolétarienne.

Elles ont donc, comme les bourgeois, tout intérêt que cette classe dont elles redoutent instinctivement la révolte, ne reprenne pas le

chemin de la lutte ouverte, ne s'organise pas de manière indépendante des institutions et organisations liées à la bourgeoisie, ne retrouve pas ses véritables armes de classe et ses authentiques traditions de lutte révolutionnaire. La conservation bourgeoise, y compris le maintien des privilèges de toutes ces *demi-classes*, exige que le prolétariat soit systématiquement désorganisé sur le plan classiste, et au contraire organisé, et donc contrôlé, sur le terrain démocratique de l'interclassisme, des luttes électorales et de la solidarité nationale. Ce n'est que sur le terrain de classe, sur le terrain de la défense exclusive des intérêts généraux du prolétariat contre tous les privilèges sociaux et contre tout autre intérêt de classe adverse, que le prolétariat peut devenir une force suffisamment puissante pour briser les entraves paralysantes de la paix sociale, renverser l'ordre établi et résoudre les contradictions criantes de la société. Et c'est bien pourquoi les forces de la conservation sociale, y compris les partis et organisations collaborationnistes, mettent en oeuvre toute leur énergie pour éloigner le prolétariat de cette perspective.

Mais étant donné les besoins pressants du capital actuellement, la bourgeoisie doit arriver rapidement à reprendre des concessions

faites autrefois à la classe ouvrière, à accroître la précarité - pardon! la flexibilité - des prolétaires, en définitive à réduire les salaires, tout en évitant d'avoir à affronter des mouvements sociaux et des luttes ouvrières de grande ampleur. La méthode des réformes est en définitive celle qui convient le mieux, et surtout si ces réformes sont proposées et mises en place par une «gauche» qui pendant des années a pratiqué l'opposition électorale et parlementaire au nom de la défense des «travailleurs» et du «peuple». Il n'y a rien de mieux pour servir les intérêts capitalistes qu'un «gouvernement des gauches» menant une «large concertation» avec les syndicats tricolores, un gouvernement dirigé par le PDS (ex- Parti Communiste Italien) avec un programme bien précis de défense capitaliste et s'appuyant sur une «Triplice» syndicale (alliance des trois grandes confédérations syndicales: GGIL, CISL, UIL, correspondant, en gros, à la CGT, CFDT et FO) toute dévouée à la défense de l'économie nationale.

En 1995 le gouvernement Dini avait décidé d'une réforme du système des retraites que la Triplice - qui avait participé à son élaboration - présentait comme nécessaire et suffisante. Quelques mois plus tard les syndicats organisèrent une puissante campagne de désinformation des prolétaires et une vague de grèves bien contrôlées et de manifestations imposantes contre le gouvernement Berlusconi.

(Suite en page 4)

Lettre d'Italie

NOUVEAU MAUVAIS COUP DE L'OPPORTUNISME POLITIQUE ET SYNDICAL: L'ACCORD SYNDICATS-GOUVERNEMENT SUR LES RETRAITES

(Suite de la page 3)

ni, parce qu'ils étaient écartés des discussions sur les modalités de mise en oeuvre de cette réforme. Aujourd'hui où, avec le gouvernement devenu une pratique normale, les syndicats appellent les prolétaires à faire des sacrifices pour rétablir l'équilibre financier de l'Institut National de la Protection Sociale de façon à ce qu'il puisse continuer à verser des retraites - même réduites.

En réalité ce qui caractérise la réforme Dini est le gradualisme avec lequel les retraites sont attaquées. Les destinataires de la réforme ont été divisés en deux parties. Les travailleurs les plus anciens, ceux qui étaient les plus près de partir à la retraite selon les anciens critères (35 années de cotisation), ont conservé ce droit, et n'ont eu à souffrir que de la disparition de la fixation de la pension à 70 % du salaire antérieur, tandis que les travailleurs les plus jeunes voyaient croître le nombre d'années de cotisations nécessaires pour partir à la retraite. La réforme creusait ainsi le fossé entre les générations. La vieille génération, celle qui a connu les grandes grèves et les conflits sociaux des années soixante et soixante-dix, les affrontements avec la police qui se soldaient par des morts et des blessés, celle qui possède en dépit de toutes les illusions et faiblesses de ces mouvements, une expérience concrète des luttes ouvrières - alors que les jeunes générations n'ont connu qu'une ouverte collaboration des classes - pouvait ainsi se sentir pour l'essentiel tirée d'affaire.

Dans les périodes d'expansion économique les luttes ouvrières directes étaient accompagnées de négociations au cours desquelles même les bonzes syndicaux réussissaient à arracher des avantages pour les travailleurs; et si au niveau national les résultats obtenus étaient insuffisants, il y avait souvent des luttes dures au niveau local où parfois les ouvriers les plus combattifs faisaient des expériences d'auto-organisation sur des plate-formes de lutte alternatives à celles des syndicats officiels. En dépit de la grande chape collaborationniste qui bloquait tendanciellement toute poussée classiste, les prolétaires pouvaient constater qu'on obtient rien sans lutte et que même une grande lutte - comme par exemple les 35 jours de grève à la FIAT en 1980 - peut être battue si elle est boycottée et désorganisée par le collaborationnisme politique et syndical. Mais beaucoup de prolétaires avaient aussi le sentiment que les avantages si péniblement obtenus et défendus, étaient en quelque sorte «garantis», intouchables.

A la suite de la crise économique de 1974-75 qui mit définitivement fin à la période d'expansion économique, le capitalisme ressentit avec de plus en plus de force le besoin d'augmenter le taux de profit extorqué aux prolétaires. Le collaborationnisme syndical vit disparaître progressivement les miettes de l'expansion que les bourgeois lui concédaient pour qu'il puisse se présenter comme le défenseur efficace des intérêts prolétaires. Les bourgeois commencèrent à introduire la «mobilité», puis continuèrent par la suppression de l'«échelle mobile» des salaires et, peu à peu, toutes les «garanties» commencèrent à être menacées. Le syndicalisme tricolore montra alors sa vraie fonction; il ne défend pas les intérêts ouvriers, il défend les intérêts de l'économie nationale, la bonne marche des entreprises, bref le bon fonctionnement du capitalisme. Les syndicats collaborationnistes confirmèrent dans les faits leur plus mesquine soumission aux besoins et aux volontés du capitalisme, voire aux volontés des patrons individuels. Ils expliquèrent aux prolétaires qu'il fallait consentir à des sacrifices

dans l'immédiat pour que leur sort s'améliore dans le futur. Et quand cet espoir que les sacrifices sont seulement momentanés a disparu, les syndicats collaborationnistes se présentent comme l'ultime frein face aux pressions incessantes des capitalistes: en négociant démocratiquement avec les bourgeois et l'Etat les mesures anti-prolétaires, ils parviendraient ainsi à les adoucir; à les tempérer. Après tout, mieux vaut un bas salaire que pas de salaire du tout, mieux vaut un travail précaire que pas de travail, mieux vaut une retraite de misère que pas de retraite: c'est de plus en plus sur ce type d'attitude que le collaborationnisme fonde aujourd'hui son influence. Il ne s'agit plus de promettre aux prolétaires qu'il est possible d'obtenir des améliorations grâce à la collaboration entre «partenaires sociaux»; il s'agit, en s'appuyant sur le chantage bourgeois permanent à la disparition du poste de travail ou aux réductions de salaire, de les convaincre que la résignation à une pratique «responsable» de collaboration et négociation est la seule solution pour freiner la dégradation des conditions de vie et de travail, pour sauver ce qui est possible étant donné la nécessité première d'assurer la bonne marche de l'entreprise. Si en période d'expansion économique le syndicalisme tricolore accompagne et participe à l'«amélioration» des conditions de vie et de travail prolétaires, en période de récession et de crise latente, nécessairement il accompagne et participe à la détérioration de ces conditions.

Dans une société capitaliste développée, où le régime politique est en période normale démocratique, le contrôle des masses ouvrières ne peut pas être directement assumé par la classe dominante ou son gouvernement. Pour pouvoir être efficace, la supercherie démocratique a besoin de la reconnaissance de l'existence de divers «partenaires sociaux» avec leurs propres intérêts, mais qui «négocient» entre eux et arrivent à un accord. Le contrôle des masses prolétaires et la gestion de leurs aspirations revient à des «représentants des travailleurs», aux syndicats tricolores sur le plan économique et immédiat, et aux partis réformistes, nationaux-communistes ou nationaux-démocratiques sur le plan politique plus général. Le rôle du collaborationnisme politique et syndical ne disparaît donc pas lors des crises et récessions économiques; il change de mode, de méthodes et de langage et continue à rendre ses services à la classe dominante: il la met en garde contre les effets particulièrement périlleux de certaines mesures ou certaines situations; il lui suggère les rythmes et les moyens les plus adéquats pour faire passer plus facilement les mesures anti-ouvrières et surtout il se charge d'isoler, contenir et détourner les éventuelles réactions prolétaires vers des terrains inoffensifs: pétitions, minutes de silence pour les accidents du travail, marches pacifiques de «solidarité», les grèves tournantes, les assemblées préfabriquées, les référendums par correspondance, etc. Bref, tout ce qui peut servir à calmer dans l'immédiat la colère des prolétaires et à les démoraliser à plus long terme.

Mais les désorganiseurs des luttes ouvrières que sont les bonzes syndicaux ont besoin d'organiser la désorganisation; ils ont besoin d'appareils forts, solides qui répondent promptement aux alertes sociales, comme le font les pompiers lorsqu'éclate un incendie. Ils savent que dans certaines circonstances la colère peut éclater et se propager à l'improviste et ils savent que les éléments les plus combattifs et les plus conscients de la classe peuvent chercher à organiser la résistance ouvrière en dehors des orientations impuissantes et collaborationnistes du syndicalisme tricolore. C'est pourquoi leur rôle est aussi préventif et vise à empêcher que la colère inévitable contre la dégradation des conditions prolétaires ne se traduise en rébellions incontrôlées.

L'OPPORTUNISME ALIMENTE LA DIVISION PROLÉTAIRE

En 1995 la Triplice syndicale avait obtenu une atténuation des attaques contre les travailleurs les plus âgés et un délai pour les

employés du secteur public (pendant lequel 35 années de contribution étaient encore suffisantes pour prendre sa retraite). «Refondation Communiste» - parti formé par la fraction de gauche du vieux PCI qui avait refusé la transformation de ce parti, à laquelle se sont ajoutés la quasi-totalité des anciens groupes d'extrême gauche qui entendent maintenir l'orientation classique, pseudo-communiste et intégralement réformiste, mais avec un discours oppositionnel, de l'opportunisme de marque stalinienne - avait condamné cette réforme. Cela ne l'avait d'ailleurs pas empêché de permettre son entrée en vigueur, «pour ne pas faire le jeu de la droite», une partie de ses députés votant pour elle tandis que l'autre s'abstenait.

La nouvelle réforme de 1997 en substance a pour but immédiat de raccourcir la période transitoire et d'arriver au plus vite à l'objectif prévu (40 années de versements et âge minimum de 57 ans et pour but plus lointain de préparer le passage à des systèmes de fonds de pension privés; déjà dans les Assemblées organisées pour entériner l'accord les syndicats ont commencé à faire de la propagande pour des fonds de pension constitués par eux: il ne s'agit plus seulement de désorganiser les luttes ouvrières, mais de faire concurrence aux capitalistes pour mettre la main sur un futur pactole de milliards et milliards de lires.

Mais les bonzes ont aussi fait mine de s'opposer aux volontés patronales et gouvernementales en affirmant vouloir défendre les délais prévus en 95 et qui «protègent» certaines catégories de travailleurs. C'est alors que les «extrémistes» de Refondation sont entrés en lice pour soutenir la réforme, au nom de la nécessaire égalité de conditions de tous les travailleurs, dans le cadre d'un accord avec le gouvernement qui, en contrepartie, «promet» - à la Jospin - l'instauration des 35 heures! Les tendances oppositionnelles de gauche qui existent dans la CGIL - la principale Confédération syndicale - ont approuvé l'accord gouvernement - R. C. - démontrant que, tout comme les directions syndicales, elles aspiraient en fait à être partie prenante de la collaboration des classes.

Refondation Communiste et ses partisans dans le syndicat s'appuient démagogiquement sur l'hostilité très répandue des ouvriers envers les employés, les fonctionnaires et les diverses couches de l'aristocratie ouvrière qui jouissent de certains avantages particuliers, c'est-à-dire sur la division de la classe ouvrière, pour appuyer une mesure qui vise en réalité toute la classe. Sans aucun doute, c'est le capitalisme qui a créé ces diverses catégories, privilégiées par rapport à la masse prolétaire; au cours de longues années patronat et syndicats ont créé et défendu cette division, cette hiérarchie entre prolétaires pour mieux affaiblir la lutte ouvrière. Mais la concurrence croissante et de plus en plus âpre entre Etats capitalistes rend l'entretien de ces diverses couches de plus en plus coûteux, de même qu'il rend plus coûteux le maintien en l'état de tous les amortisseurs sociaux. En conséquence, même les couches les plus «privilegiées» ne sont plus aujourd'hui épargnées par la tendance à la dégradation des conditions de toute la classe ouvrière.

Cette tendance ne s'applique cependant pas de façon brutale et partout à la fois. Le capitalisme a encore la possibilité de graduer son attaque, de l'étaler dans le temps, et d'autre part il n'a pas du tout intérêt à faire s'évanouir les divisions si utiles pour lui de la classe ouvrière par la disparition de toutes les différences de traitement, de statut, de conditions des travailleurs. Il doit chercher au contraire à maintenir et à exacerber ces divisions - par catégorie, par usine, par âge, sexe, nationalité, etc. - en même temps qu'il attaque en réalité tous les prolétaires, qu'il généralise la précarité et l'incertitude du lendemain pour tous.

UNIFIER LE PROLÉTAIRE DANS LA RÉSISTANCE QUOTIDIENNE AU CAPITAL

Unifier le prolétariat dans la lutte quotidienne de défense est une nécessité objective

pour ne pas tomber dans la misère et la faim. Tôt ou tard, la dégradation des conditions de vie et de travail mettra en mouvement les secteurs les plus résolus, les plus combattifs de la classe. Alors apparaîtra à l'ordre du jour dans toute son importance la nécessité de l'unification des forces prolétaires dans des organisations aptes à défendre les seuls intérêts de la classe ouvrière. Le syndicalisme de classe renaîtra sur la base de la reconnaissance du caractère inconciliable des intérêts prolétaires avec ceux des patrons, de l'économie nationale et de l'Etat, sur la base de l'affrontement ouvert entre les classes y compris sur le terrain le plus élémentaire de la lutte contre la misère et la faim, et non de la conciliation démocratique entre les citoyens.

La reprise non épisodique de la lutte de classe verra inévitablement le prolétariat affronter non seulement les bourgeois et leurs organisations, mais aussi les organisations qui se disent «ouvrières» ou «communistes» et qui, grâce à l'expérience des luttes ouvrières, leur connaissance du milieu - souvent fournie par d'anciens prétendus «révolutionnaires» - ont une action plus insidieuse et pernicieuse, de sabotage de l'intérieur de la défense prolétaire. En voici encore un exemple:

Pour faire admettre l'accord sur les retraites les syndicats ont organisé un vote à bulletins secrets. Les résultats ont été donnés à la fin novembre par tous les médias: sur 3.158.000 bulletins dépouillés (80 % du total), il y avait 2.596.000 oui. Les syndicats triomphaient: plus de 82 % des votants approuvaient l'accord sur les retraites. Selon les bonzes ce résultat constituait «une nouvelle démonstration de la diffusion capillaire et du caractère démocratique du syndicalisme italien». Miracle de la démocratie: le nombre de travailleurs concernés par cet accord est d'environ 20 millions, dont 11 ou 12 millions sont inscrits aux syndicats de la Triplice; l'écrasante majorité des travailleurs et même des adhérents au syndicat a donc tourné le dos à cette consultation. Subir en silence les vexations démocratiques du collaborationnisme syndical et politique ne signifie pas être d'accord avec celui-ci. Certes les prolétaires n'ont pas encore la force d'exprimer leur méfiance envers la pratique de l'opportunisme politique et syndical autrement que de cette façon passive. Mais les forces de la conservation bourgeoise et du parasitisme collaborationnisme ne doivent pas être tranquilles pour autant. Elles doivent deviner que dans l'avenir ces masses prolétaires qui boudent les initiatives du collaborationnisme syndical se mettront en mouvement sur un terrain bien différent de celui indiqué aujourd'hui par les bonzes comme le seul possible.

Elles devinent bien. Tôt ou tard le prolétariat sera contraint à jeter aux orties toutes les mascarades démocratiques qui ont rempli les décennies précédentes, et à reprendre à nouveau la voie plus difficile, mais combien plus efficace, de la lutte de classe ouverte!

IL COMUNISTA (BIMESTRALE) N° 57-58 (Gennaio 1998)

-Il problema della sopravvivenza in questa società e sempre più esasperato.

-L'intesa sindacati-governo sulle pensioni.

-Le crisi di borsa e lo spettro del crac dell'economia mondiale.

-Lavori Socialmente Utili (Napoli)

-Terrorismo e Comunismo (Trotsky) (VII).

-Resoconto dell'ultima riunione generale. La lunga e ardua opera di riconquista del patrimonio teorico, politico e di prassi ...

-Storia della Sinistra Comunista (IV vol.)

-La paura della critica spinge al ridicolo.

-Appunti sulla questione della formazione del partito (II).

-Francia: Sciopero dei camionisti.

Octobre 17 et la révolution socialiste future (3)

(Article paru à l'origine dans «Il programma comunista» n° 19 du 5-19 octobre 1967 et dans «le prolétaire» n° 48 de novembre 1967 à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Révolution d'Octobre. La première et la deuxième partie de cette reprise sont parues dans les deux précédents numéros du journal)

«PARADOXES» D'OCTOBRE, AUDACE BOLCHÉVIQUE

La dernière phase avant la victoire de la contre-révolution va du début de 1921 à 1926-27 et elle est dominée par les problèmes de reconstruction de la société. C'est elle qui met pour la première fois en lumière tous les «paradoxes» de la révolution d'octobre, qui n'étaient certes pas ceux des communistes russes, mais ceux de l'histoire elle-même: un Parti Communiste dirigeant la révolution dans un pays qui n'était pas mûr pour une transformation socialiste de l'économie, un parti prolétarien dirigeant à lui seul une révolution démocratique bourgeoise et risquant donc, sans la révolution internationale, d'assumer seul la tâche d'industrialisation capitaliste qui est le lot de toute la phase historique ouverte par ce type de révolution, une tâche pour laquelle il n'est pas fait parce que c'est la tâche historique de la bourgeoisie, une tâche qui s'accomplit fatalement sur le dos du prolétariat, et qui est donc incompatible par nature avec le maintien à longue échéance de la dictature du prolétariat. C'est bien parce que les bolchéviks russes n'ignoraient rien de tout cela qu'on ne saurait trop admirer leur formidable audace révolutionnaire, leur puissance d'anticipation sur l'avenir. Ce n'est pas avec une sereine inconscience du danger, l'oubli de toutes les vérités du matérialisme historique ou la simple énergie du désespoir qu'ils avaient conduit la plus grande lutte révolutionnaire connue jusqu'ici; c'est avec une foi profonde dans les capacités révolutionnaires du prolétariat d'Occident, dans l'aide économique que leur apporteraient les Républiques communistes des pays avancés une fois renversée la bourgeoisie impérialiste. C'est ce que ne pouvait comprendre la lâche social-démocratie mondiale qui avait remplacé le mot d'ordre de toute révolution: «De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace!» par celui de «De la prudence, encore de la prudence, toujours de la prudence». Au nom de cette prudence qui devait coûter au prolétariat la bagatelle d'une seconde guerre impérialiste mondiale et de cinquante nouvelles années de domination bourgeoise, au nom de cette «prudence» plus insensée que n'importe quelle aventure révolutionnaire, l'infâme social-démocratie, non seulement étouffait la révolution, mais osait lui donner des conseils, les éternels conseils de la sagesse philistine: il ne faut pas s'engager avant d'être sûr de vaincre!...

Hélas, tout ce que le stalinisme pourra plus tard lui répondre, c'est qu'il avait «emporté la victoire», dans un domaine où tout restait à faire, celui des rapports de production...

PROGRAMME ECONOMIQUE DU BOLCHÉVISME

Le moindre des reproches que cette maudite social-démocratie avait trouvé à faire à Lénine est qu'il «encourageait les illusions socialistes» des masses. Mais le parti bolchévik encourageait si peu ces illusions que son programme économique était de la plus extrême modération, comme s'il avait pu prévoir les ignobles vantardises de ses futurs fossoyeurs staliniens: contrôle ouvrier pour réprimer le sabotage économique du patronat, la gestion restant dans les mains du propriétaire; monopole d'Etat de toutes les opérations bancaires; suspension du paiement des dividendes; monopole du commerce extérieur. Même la nationalisation de toutes les sociétés, qui ne fut décidée que plus tard, était justifiée par les circonstances exceptionnelles de la famine et de la désagrégation économique générale; elle était qualifiée de «mesure révolutionnaire extraordinaire».

Qu'est-ce à dire? Le parti communiste n'avait pas prévu que la transformation socia-

liste du pays puisse commencer avant longtemps, en tout cas pas avant que la révolution ait vaincu dans les pays capitalistes développés; en d'autres termes il pensait que, contrairement à ce qui s'était passé en politique, l'étape socialiste de la révolution ne suivrait que d'assez loin son étape démocratique-bourgeoise: dans cette vision, en dehors de la lutte contre les tentatives de restauration et l'intervention impérialiste, en dehors aussi des mesures aptes à favoriser l'introduction du travail associé dans l'agriculture (la nationalisation du sol laissant à l'Etat toute possibilité juridique, sinon réelle, d'intervenir dans la propriété de fait de la terre), le rôle de la dictature prolétarienne se serait limité à contrôler et diriger l'activité de la classe patronale, au reste privée de tout droit politique, à tenter d'assurer l'équilibre entre les nécessités de la vie économique et les exigences immédiates du prolétariat, et, ce faisant, à attendre la rescousse prolétarienne internationale.

La révolution en décida autrement. En dépit des avertissements, les ouvriers russes, emportés par leur élan révolutionnaire, «collectivisèrent» beaucoup plus que le pouvoir prolétarien pouvait gérer; et les patrons cherchèrent dans la fuite l'unique remède à la dictature que l'on voulait faire peser sur eux. Ainsi la réalité démontra que le plan audacieux de faire servir le peu de «culture» détenu par les résidus des anciennes classes dépossédées au profit du prolétariat révolutionnaire n'était pas applicable aux entrepreneurs bourgeois, s'il pouvait l'être (comme ce fut démontré) pour les membres de simples castes, comme les militaires. Mais il faut laisser aux imbéciles le soin de déplorer le rôle immense des «illusions» dans les grands événements révolutionnaires, et aux rationalistes châtés celui de rêver à des «révolutions sans mythes».

Quoi qu'il en soit, l'exaspération de la lutte des classes, dont la guerre civile elle-même n'avait été que la manifestation la plus aiguë, avait conduit l'économie à un délabrement total. La paysannerie qui avait combattu dans l'Armée rouge et supporté toutes les réquisitions tant qu'elle courait le danger de perdre les terres conquises grâce à la révolution, menaçait de se retourner contre le prolétariat, maintenant que la victoire était assurée. La contre-révolution paysanne grondait sourdement dans les profondeurs du pays. Son mot d'ordre était: «Vive la révolution soviétique, à bas la commune prolétarienne!». Ce fut aussi, quand au fond, le mot d'ordre de la révolte des marins de Cronstadt en mars 21 que, pour la première fois, les bolchéviks durent réprimer par la force, car Cronstadt risquait de devenir une tête de pont de l'intervention britannique.

LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE

La réponse du Parti à cette terrible menace fut la NEP, la Nouvelle Politique Economique: la fin des réquisitions, le rétablissement de la liberté du commerce, la réorganisation de la production industrielle sur la base du salariat dans les entreprises échues à l'Etat, la réanimation de la petite industrie et la tentative d'obtenir du capital étranger des «concessions» - c'est-à-dire des entreprises à bail installées en Russie sous le contrôle du pouvoir bolchévik. Ce fut l'époque des exhortations passionnées de Lénine, invitant les camarades du Parti, les communistes, à devenir les «meilleurs industriels», les «meilleurs commerçants», adjurant certaines couches du parti de renoncer à leurs illusions syndicalistes, à leur «socialisme d'entreprise»; proclamant la supériorité du capitalisme tant haï sur le Moyen-âge et la production parcel-

laire, réclamant de tous, communistes et prolétaires, la même discipline, la même abnégation dans la lutte pour sortir le pays de la ruine économique, pour repeupler les villes désertées, relever les usines délabrées et les transports désorganisés, pour rétablir les contacts rompus entre la ville et la campagne, que celles dont ils avaient fait preuve la veille, dans la lutte armée de la guerre civile.

Etait-ce un recul? Aux yeux de la science, au point de vue de la succession des modes de production, non! D'un point de vue scientifique à aucun moment la Russie n'avait connu de véritable socialisme économique. Le prolétariat russe avait cru réaliser le communisme en introduisant la répartition directe non-mercantile; mais le communisme suppose un mode de production moderne; l'économie de forteresse assiégée qui fut celle de la guerre civile n'est pas le communisme. D'un point de vue purement scientifique il n'y avait pas de recul et il est possible de montrer que la NEP ne diffère pas du programme économique initial des bolchéviks; mais du point de vue de la lutte de classe, c'était bel et bien un recul!

Quand une classe opprimée s'est jetée dans une grande révolution, enflammée par la vision d'une émancipation qu'elle croyait toute proche et quand elle a consenti à tous les sacrifices parce qu'elle croyait possible de détruire sans retour un passé et un présent odieux; quand après tant d'efforts elle est confrontée aux limites objectives de son action, aux obstacles matériels à son émancipation, il est inévitable que le désenchantement succède à l'enthousiasme, la lassitude à la volonté et que l'unité organique entre le Parti et la classe se brise, ce qui est le pire recul que la révolution puisse subir. Au temps de la lutte pour le pouvoir, de la guerre civile, le rôle du Parti communiste était-il d'expliquer aux prolétaires, aux paysans, que «la Russie n'est pas mûre pour le socialisme», comme l'auraient voulu les pédants de la social-démocratie mondiale? Non, répond Lénine lui-même. En ce temps-là «les décrets étaient une forme de propagande. Au simple ouvrier et paysan, nous exposions d'emblée nos conceptions politiques sous forme de décrets. Ce fut une période, une phase nécessaire au début de la révolution; autrement nous n'aurions pas eu la confiance de tous les ouvriers et des paysans qui voulaient bâtir leur vie sur une base nouvelle». Ces décrets parlaient d'émancipation socialiste, non des limites bourgeoises de la révolution. C'était légitime, parce que le rôle d'un Parti révolutionnaire n'est pas de retenir les masses révolutionnaires mais de les conduire, parce que les «illusions socialistes» pouvait réellement féconder les immenses possibilités socialistes réellement contenues dans le développement des forces productives en Occident, mais inutilisables par le prolétariat tant que les Etats capitalistes ne seraient pas détruits. C'était légitime, mais en 1921, cette phase était révolue. Pourquoi?

Parce que, dit Lénine, autrefois «les bolchéviks qui avaient pris le pouvoir disaient au simple ouvrier, au simple paysan: Voici comment nous voudrions que l'Etat soit gouverné; voici un décret; essayez-le». Et l'ouvrier, le paysan, «essayaient» avec enthousiasme, tandis que maintenant «les ouvriers, les paysans riront» si on leur propose cela (1), en d'autres termes, parce que la révolution était passée de sa phase enthousiaste à sa phase prosaïque, parce qu'elle s'était épuisée dans la lutte que le Capital mondial lui avait imposée, parce que le Parti était seul, seule institution ayant survécu à la bourrasque. Parce que la classe ouvrière de 1922 n'était plus la classe ouvrière d'Octobre, parce que le prolétariat s'était réduit de 3 millions à un million et demi d'hommes, parce qu'il était composé non des magnifiques prolétaires d'octobre - tombés dans la guerre civile, réfugiés dans les campagnes pur échapper à la famine des villes, et surtout parce que les paysans entraînés derrière les ouvriers par la vague d'enthousiasme de la révolution grâce au coup d'audace (Lénine)

des communistes, retombaient dans leur inertie naturelle, attendaient d'être gouvernés» et menaçaient donc d'envoyer «promener à tous les diables» le pouvoir incapable de leur «apporter un secours réel et immédiat», chose possible seulement par le commerce, le seul lien concevable entre les millions de petites exploitations paysannes et l'industrie urbaine, le commerce et, partant, le capitalisme.

Un recul, oui, mais non un reniement. Bon pour les sociaux-démocrates d'Occident de dire des communistes russes: «les voilà qui reculent vers le capitalisme; nous avons toujours dit: révolution bourgeoise!». Bon pour eux de s'écrier: «Vous battez en retraite, nous, nous avons toujours été pour la retraite, nous sommes d'accord avec vous... replions-nous ensemble!». «Pour de telles choses, disait Lénine après avoir ainsi résumé les positions sociale-démocrates, nous fusillerons». Pourquoi? Parce que le recul ne doit pas devenir panique, c'est-à-dire que le coup d'arrêt de la révolution russe ne devait pas devenir un encouragement à la social-démocratie mondiale, ne devait pas enrayer l'évolution du prolétariat mondial vers le communisme; Tout autre chose, comme on voit, que la croyance en la vertu magique du pouvoir bolchévique à «réaliser le socialisme» en Russie!

Un recul, oui, et non l'entêtement dans un passé révolu. Lénine tournait en dérision les communistes étrangers qui, impuissants à faire la révolution en Occident, étaient par contre capables de «fondre scandaleusement en larmes, comme des enfants, parce que les bons communistes russes opéraient un recul». Pourquoi? Parce que maintenir le «communisme de guerre» hors de la guerre, la distribution directe quand la forteresse n'était plus assiégée, cela aurait été de l'«aventurisme» révolutionnaire; cela aurait été justifier les prétentions de la social-démocratie à posséder le monopole de la science marxiste, à connaître seule le matérialisme historique et à être la seule à savoir que, dans la succession historique des modes de production, le socialisme vient après le capitalisme - comme si cela avait jamais été un argument contre la révolution communiste dans un pays arriéré! Et tout cela, indubitablement, aurait affaibli la cause du communisme dans le prolétariat international.

Non l'entêtement dans un passé révolu, mais pas non plus l'abandon à la «force des choses» qui pousse la Russie vers le capitalisme: Lénine adjurait le Parti de ne pas commettre de fautes politiques, de ne pas oublier les rapports entre administration et politique, de «ne pas s'emballer pour l'administration pure» ce qui, disait-il avec force, «serait un vrai malheur».

PROBLÈMES ET PERSPECTIVES DE LA RÉVOLUTION DOUBLE

Telle est la signification de la NEP: jamais elle n'a voulu dire que Lénine pensait (ou qu'un Parti marxiste pouvait penser) que le prolétariat russe pouvait tranquillement attendre la révolution occidentale pendant toute une époque historique dans les conditions économiques russes sans perdre le pouvoir. Ni qu'on pouvait aller au socialisme avec un appareil d'Etat hypertrophié, bureaucratise, «emballé par l'administration pour l'administration» au cours de toute une époque d'édification capitaliste. Ni qu'il suffisait que l'appareil du parti qu'il avait fondé reste contre vents et marées au pouvoir pour que la continuité de l'évolution de la Russie vers le socialisme soit assurée. Dans le rapport politique du CC de 1922 au Parti, on trouve au contraire cette mise en garde, qui avec le recul apparaît prophétique:

«Qu'est-ce que la NEP? Evolution ou tactique? C'est ainsi que la question a été posée par (...) un courant social et politique qui a pris racine parmi les émigrés russes à l'étranger et ayant à sa tête des cadets marquants, certains ministres de l'ancien gouvernement de Koltchak, (par) des hommes ayant acquis la conviction que le pouvoir des Soviets bâti l'Etat russe et qu'il faut par consé-

(Suite en page 6)

OCTOBRE 17 ...

(Suite de la page 5)

quent le suivre. "Mais quel est l'Etat que bâtit ce pouvoir des Soviétiques? Les Communistes disent que c'est un Etat communiste assurant qu'il s'agit là de tactique: dans une passe difficile, les bolchéviques circonviendront les capitalistes privés pour ensuite arriver à leurs fins... Les bolchéviques peuvent dire ce qui leur plaît, mais en réalité, ce n'est pas une tactique, c'est une évolution, une régénérescence intérieure. Ils aboutiront à l'Etat bourgeois ordinaire, et nous devons les soutenir. L'histoire va par différents chemins".

Cette franche déclaration, nous rend un grand service. Il nous arrive très souvent d'entendre, à moi surtout, en raison de mes fonctions, de doux mensonges communistes, d'en entendre tous les jours, et parfois cela devient terriblement écoeurant... Et voilà qu'à la place de ces doux mensonges, (on) vous dit sans détours: "Chez vous, il n'en va pas du tout ainsi, ce sont des idées que vous vous faites: en réalité, vous roulez dans le marais bourgeois ordinaire, où on verra vos petits drapeaux communistes s'agiter avec toutes sortes de phrases...". C'est là la vérité de classe d'un ennemi de classe. Les choses dont parle Oustrialov sont possibles, disons le sans ambages ».

Plus tard, la contre-révolution stalinienne fuillera ceux qui oseront dire que les «choses dont parlait Oustrialov» étaient possibles ou en train de se réaliser. Mais Lénine conclut:

«L'Histoire connaît des transformations de tous genres: compter sur la conviction, le dévouement et autres excellentes qualités morales, en politique, n'est guère sérieux. Les excellentes qualités morales sont le propre du petit nombre. Or, l'issue historique est décidée par les masses géantes... »

Et quand il observe, non plus l'Etat de l'avenir, mais celui du présent russe, que constate Lénine? «La voiture n'obéit pas: un homme est bien assis au volant, mais la voiture ne roule pas dans la direction voulue; elle va dans la direction où la pousse une autre force - force illégale, force illicite, force venant d'on ne sait où - mais la voiture ne roule pas tout à fait et quelques fois pas du tout comme se l'imagine celui qui est au volant. Voilà le point essentiel que nous ne devons pas oublier quand nous traitons du capitalisme d'Etat».

Lorsque Lénine fait une prévision historique, une prévision destinée à rester, en ce qui concerne l'avenir du socialisme en Russie, voici comment il s'exprime, en marxiste qui hait les «douceurs» et «écoeurants» «mensonges communistes», voici quelle est la position de Parti telle qu'il la formule dans son article d'octobre 1921, «Pour le Quatrième Anniversaire de la Révolution d'Octobre»:

«La révolution en Russie s'assignait comme objectif direct, immédiat, une tâche démocratique bourgeoise: supprimer les vestiges du Moyen-Âge, les faire disparaître à jamais, nettoyer la Russie de cette barbarie, de cette honte, de ce qui freinait démesurément toute culture et tout progrès dans notre pays.

Et nous sommes en droit d'être fiers d'avoir opéré ce nettoyage beaucoup plus résolument,

plus vite, plus hardiment, avec beaucoup plus de succès, d'ampleur et de profondeur - du point de vue de l'action exercée sur la masse populaire, sur le gros de cette masse - que ne l'avait fait la Grande Révolution française, il y a plus de 125 ans... »

Nous avons comme personne mené jusqu'au bout la révolution démocratique bourgeoise. C'est en toute conscience, d'un pas ferme et sans dévier que nous marchons en avant vers la Révolution socialiste, sachant qu'elle n'est pas séparée de la révolution Démocratique par une muraille de Chine, sachant que seule la lutte décidera de l'avance que nous réussirons à prendre (en fin de compte), de la portion de notre tâche infiniment grande que nous exécuterons, de la partie de nos victoires, que nous consoliderons à notre avantage. Qui vivra verra ».

Après la victoire du pouvoir soviétique dans la guerre civile, aucune, force n'était plus en mesure d'abolir l'oeuvre de la Révolution bourgeoise-démocratique de Russie et de ramener le pays à son Moyen-Âge d'avant Octobre.

Seule la lutte pouvait décider des pas que le pouvoir soviétique réussirait, dans son terrible isolement, à faire en direction du socialisme. Seule la lutte pouvait décider de la partie des victoires du prolétariat communiste qui servirait finalement le prolétariat communiste, et non pas une autre classe: rien n'était tranché d'avance. Cette lutte n'était pas seulement une lutte intérieure, mais une lutte internationale. Or la révolution socialiste d'Occident manqua au rendez-vous historique de la révolution double de

Russie.

Quant à la lutte intérieure, quel en était l'objet? Relever, oui, l'économie délabrée, et, dans ce but, autoriser un certain développement capitaliste, instaurer un capitalisme d'Etat en comprenant bien que:

«le capitalisme d'Etat dont nous parlons, c'est un capitalisme que nous saurons limiter, un capitalisme dont nous saurons fixer les bornes; ce capitalisme est rattaché à l'Etat; or, l'Etat, c'est nous».

Pour savoir fixer les bornes de ce capitalisme qui était, oui, nécessaire, non seulement pour «satisfaire aux besoins des paysans», mais même simplement pour reconstruire la classe ouvrière, réduite plus que jamais à rien face à l'immense masse paysanne par l'atroce ponction de la guerre civile, de la désorganisation économique, de la famine, pour rendre donc sa base prolétarienne à l'Etat, il fallait que cet Etat même reste «à nous», c'est-à-dire aux Communistes d'Octobre, aux militants de la IIIe Internationale, de la classe ouvrière internationale.

(Suite et fin au prochain n°)

(1) cf «Rapport politique du Comité Central du P.C. (Bolchévique) de Russie», 27/3/22. Lénine, Oeuvres, Tome 33; la citation se trouve p. 310. Sauf indication contraire, toutes les citations qui suivent sont tirées du même discours de Lénine; les mots soulignés le sont par nous.

LE ROYAUME-UNI, UN PAYS DE COCAGNE POUR LES BOURGEOIS (I)

Alors que le «Sunday Times» rapportait le 8/12/96 que de 1991 à 96, le nombre des millionnaires en Livres Sterling (£ = 10 FF) avait doublé dans le pays pour atteindre près de 100.000 (1), la pauvreté augmente toujours davantage depuis une vingtaine d'années. Le Royaume-Uni est le pays de l'austérité à gogo pour ses prolétaires qui voient leurs salaires et leurs retraites baisser ou stagner ainsi que leurs diverses allocations quand elles ne sont pas tout simplement supprimées, leurs conditions de travail revenir à une époque que l'on pensait révolue dans un pays économiquement ultra-développé, et leurs conditions de vie devenir de plus en plus difficiles. Et l'arrivée au gouvernement du New Labour Party du travailliste Tony Blair ne risque pas de changer cet état de choses.

PAS DE SALAIRE MINIMUM LÉGAL

En 1968, le rapport Donovan a transformé la négociation collective en accords à deux niveaux: les accords nationaux de branches et ceux d'entreprises. La disparition d'accords nationaux permet au patronat de profiter au mieux des rapports de force locaux, toujours plus défavorables aux prolétaires, dans leurs négociations et accords avec les représentants syndicaux. Les crises du capitalisme, l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie (même après les dénationalisations), les mutations technologiques et économiques et la concurrence croissante ont vite montré tout ce que les patrons pouvaient retirer de ce changement. Petit à petit, mais inexorablement, les prolétaires d'outre-Manche ont vu leurs avantages sociaux régresser ou disparaître, sans qu'ils puissent compter sur les puissants Trade-Unions, ces appareils syndicaux toujours plus intégrés dans l'ordre bourgeois, pour les défendre. Au contraire Thatcher avait mené une vaste campagne pour «réduire la puissance» des syndicats, non que ceux-ci représentaient en quelque façon une force de classe, opposée au capitalisme, mais parce qu'ils s'appuyaient sur toute une série de concessions, de réformes, accordées autrefois par la bourgeoisie pour huiler les rapports sociaux et maintenir la collaboration entre les classes. L'impuissance des appareils syndicaux à résister aux attaques bourgeoises a démontré dans les faits que ces organisations étaient par nature, en dépit de toute leur soi-disant «puissance», incapables de servir à la lutte ouvrière. Au contraire ils se faisaient les vecteurs des exigences bourgeoises et n'hésitaient pas à isoler et saboter les luttes qu'ils ne réussaient pas

à contrôler et à stériliser.

Et les bourgeois ont ainsi pu infliger à une classe ouvrière impuissante et démoralisée toute une série de coups, précariser et flexibiliser les emplois en les rémunérant comme bon leur plaisait, puisqu'il n'existe pas officiellement de salaire minimum dans le pays traditionnel du «Wellfare State» (l'Etat de bien-être).

Tony Blair avait justement promis pendant sa campagne électorale d'instaurer un salaire minimum (sans fixer de chiffres): c'était l'une de ses (rares) promesses faites aux prolétaires. Déjà les syndicats et les trotskystes se félicitaient à l'avance de sa création, et proposaient des chiffres allant en général de 4 à 4,5 Livres par heure selon les syndicats et les organisations d'«extrême» gauche (£ 4,26 / h pour le Socialist Workers Party, la plus nombreuse organisation d'extrême-gauche, jusqu'à £ 6 / h pour Workers Power, autre organisation trotskyste, qui tient à se montrer plus radicale que le SWP).

Mais, depuis, Blair n'a cessé de faire reculer le débat pour l'instauration de ce taux horaire du fait que la Low Pay Commission ne sera pas prête, selon ses membres, avant le printemps 98. Ce qui n'a pas empêché le C.B.I. (Confédération of British Industries) de donner son avis: £ 3,50 / h au maximum. Alors que la Chamber of Commerce a avancé de son côté un maximum de £ 3 / h, en ajoutant que cela était encore trop. En fait, pour Blair et sa clique, le mieux serait de négocier ce taux par branches, alors que les patrons de certains le refusent déjà, puis par entreprises. Autant dire que s'il n'est pas remis aux calendes grecques, ce taux sera vraiment minimum et variable. Mais alors, il ne changerait pas grand chose aux pratiques courantes.

LES TAUX HORAIRES PRATIQUÉS

Aujourd'hui il n'est pas rare de voir des salaires de £ 1 / h (10 FF de l'heure) dans les supermarchés, les bars ou pour les Prime Time Recruitment (contrats de travail temporaire qui peuvent ne durer que quelques heures du jour ou de la nuit et que les chômeurs ne peuvent refuser sous peine de voir supprimées leurs indemnités). Mais il est également courant de voir des taux horaires de 50 pence de l'heure (5 FF/h) comme chez certains concessionnaires automobiles et garagistes pour les ouvriers qui effectuent les lavages et vidanges ou dans certains supermarchés qui exploitent à ces taux des enfants de 10-12 ans (ces derniers sont de plus en plus nombreux à travailler dans ces lieux, dans les night-clubs ou les bars, bien que la loi n'autorise vraiment à travailler qu'à partir de 16 ans et interdit le travail au-dessous de 13). Mais il y a pire encore avec les «contrats à 0 heure» qui permettent aux patrons de ne payer leurs employés que lorsqu'ils travaillent réellement comme dans la restauration ou les garages.

Bien sûr, il existe aussi des taux horaires proches de ceux que l'on rencontre en France mais ils deviennent de moins en moins courants avec le chômage, la précarité, l'affaiblissement syndical, le collaborationnisme aigu des bonzes syndicaux, le déclin de certaines industries, etc ...

LA DURÉE DU TRAVAIL

Ce faible taux qui s'institutionnalise et le fait qu'il n'existe pas vraiment de réglementation du travail obligent les prolétaires à augmenter leur temps de travail quotidien et hebdomadaire, ce qui permet, en conséquence, aux patrons de maintenir ces bas salaires et ces longues durées de labeur. C'est un vrai cycle infernal où il n'est pas rare de voir les esclaves du Capital oeuvrer entre 48 et 72 heures par semaine voire plus (1 travailleur sur 4 est dans ce cas) pour tenter de gagner un revenu permettant une vie décente.

Pour certains même, cela se traduit par faire deux postes de suite ou avoir un second voire un troisième emploi (plus ou moins au noir) car, parallèlement, le travail au temps partiel se développe à grande vitesse. Depuis 1993, 750.000 nouveaux emplois ont été créés, mais les 2/3 d'entre eux ont un taux horaire moyen de £ 2,5 et ne donnent quasiment jamais droit aux indemnités de congés payés (1 travailleur sur 7 n'a aucun congé durant l'année) ni à la Sécurité Sociale.

En plus de l'absence d'un taux horaire minimum, il n'y a pas non plus de durée légale

maximale du temps de travail au Royaume-Uni - ce qui lui vaut les reproches des instances officielles de l'Union Européenne, soucieuses de promouvoir une «Europe sociale» harmonisant les conditions du marché du travail en Europe non seulement afin d'éviter une concurrence «déloyale» de certains pays, mais aussi et surtout afin de prévenir les tensions sociales et le réveil de la lutte des classes. Mais pour que change la situation en Grande Bretagne, il faudrait pour commencer que les prolétaires obtiennent un taux de salaire horaire minimum satisfaisant, ce qui n'est possible que par la lutte ouverte et générale.

Ce ne sont pas des initiatives telles que la directive de la Cours européenne «obligant» (!) les patrons à ne pas faire travailler leurs employés plus de 48 heures par semaine et à leur accorder au moins 11 heures de repos par jour, qui pourront changer les choses dans un pays où il faut en général 2 ans d'ancienneté pour avoir des indemnités de licenciement et où il y aurait, selon le Low Pay Unit (2), entre 5 et 10 millions de prolétaires mal payés (moins de £ 3 de l'heure). Ce n'est pas du réformisme bourgeois, qu'il vienne des technocrates de Bruxelles ou des juristes londoniens, que les prolétaires doivent attendre un desserrement de l'étau capitaliste qui les enserme, mais uniquement et exclusivement de leur propre lutte, ouverte et généralisée.

Ces quelques chiffres démontrent déjà que le Royaume-Uni n'est pas le paradis pour les prolétaires, contrairement à ce qui est souvent diffusé par les médias des autres pays.

LE CHÔMAGE

Les derniers chiffres officiels en notre possession (août 97) donnent un taux de chômage de 5,3 %: 1,5 millions de chômeurs «seulement». En fait, il s'agit plutôt du nombre de chômeurs indemnisés par les différents systèmes mis en place par la bourgeoisie qui a également créé, à l'instar de ses concurrentes étrangères, toute une série de mesures et de plans dits «pour l'emploi» ces dernières années, plans qui se sont révélés invariablement catastrophiques pour les prolétaires.

En effet, ces plans ont servi à renforcer les contrôles et la répression contre les chômeurs, à occuper pendant quelque temps des prolétaires avec leurs propres allocations-chômage, à diminuer les indemnités en fonction de l'âge et du temps chômé, à procurer de la main d'oeuvre sous-payée au patronat, voire même à supprimer les indemnités à certains chômeurs afin de faire des économies et d'embellir les statistiques.

Parmi ces plans et mesures, on peut citer

ROYAUME-UNI ...

la *Social Security Bill* (loi sur les prestations sociales) de 1987 qui a renforcé les conditions pour les demandeurs d'emploi et retiré les indemnités des 16-17 ans (les *Youth Training Schemes*); ou la Clause 26 de l'*Employment Bill* (Loi sur l'emploi) qui a permis la suppression des indemnités journalières aux chômeurs qui refusent un emploi proposé dans le cadre de l'E.B.; ou encore le plan permettant de diviser les chômeurs en catégories d'âge et de durée d'inactivité (les 18-24 ans de plus de 6 mois de chômage, les 25-50 ans de plus de 2 ans).

Citons également le *Job Training Scheme* (système combiné formation-travail), créé également en 1987. Mais vu que les «*training allowances*» (indemnités formation) sont payées au même taux que les «*supplement benefits*» accordés aux chômeurs «oisifs», seulement un quart des 110.000 postes prévus ont été comblés. Il y a eu ensuite la création de l'*Employment Training* (Formation pour l'emploi) qui devait permettre à l'origine d'offrir 600.000 emplois avec un stage de 6 mois et une expérience salariée. Ce plan n'offrait que la «garantie» de faire un stage et d'être payé durant ce temps en «*benefit plus*», c'est à dire le taux normal du chômage (£ 55 par semaine plus une prime hebdomadaire de 5 à 10 Livres), mais permettait aux patrons de remplacer des ouvriers par des stagiaires ou de compléter des postes au moindre coût. L'instauration de cet E.T., et auparavant les J.T.S., ont entraîné des manifestations et des grèves de la part des ouvriers et des sans-emplois.

Le dernier plan, mis en place par le gouvernement conservateur en octobre 86, a été le *Job Seekers Allowance* (J.S.A. Indemnité des Chercheurs d'Emploi), toujours en vigueur et dont voici une brève description:

Il faut prouver qu'on recherche réellement un emploi, que l'on est motivé pour cela (l'aspect général, le «look» du travailleur est maintenant pris en considération) et surtout ne pas refuser les offres d'emplois proposées (après les 13 premières semaines de chômage). La durée des indemnités de chômage pour qui ne trouve pas d'emploi a été réduite de 1 an à 6 mois. On a calculé que l'introduction du J.S.A a permis à l'Etat de faire 410 millions de Livres d'économies par an; en outre le J.S.A permet au patronat de réduire les salaires et d'augmenter le temps de travail, car à partir du premier janvier 98 celui qui refuse un emploi, même très peu payé, voit ses indemnités supprimées. Quant aux jeunes prolétaires âgés de 18 à 25 ans et au chômage depuis plus de 6 mois, ils auront les «choix» suivants pour toucher leurs indemnités: soit ils «travailleront» d'office dans une brigade pour l'environnement, soit ils seront obligés de faire une qualification à plein temps, soit ils devront travailler au sein d'une association durant le reste de leurs droits, soit enfin ils deviendront une main d'oeuvre à bas prix pour les exploités, payée £ 60 la semaine par l'Etat.

Il est donc de plus en plus difficile pour un prolétaire sans travail de recevoir des indemnités décentes d'aides et surtout de ne pas être soumis à toutes les obligations qui ont été créées. Mais les radiations qui sont de plus en plus fréquentes permettent à l'Etat non seulement de faire des économies, mais aussi de maquiller les statistiques officielles du chômage:

1990: 1.600.000 chômeurs (5,8%); 1991: 2.300.000 (8,1%); 1992: 2.800.000 (9,8%); 1993: 2.900.000 (10,4%); 1994: 2.400.000 (8,6%); juillet 1995: 2.300.000 (8,3%); août 1997: 1.500.000 (5,3%).

Le taux de chômage a diminué en grande partie par des moyens artificiels, notamment en radiant des chômeurs sur des bases ignobles. Comme ces 130.000 chômeurs qui se sont vus écartés des statistiques et à qui on a supprimé leurs ressources de sans-emplois alors qu'ils étaient jugés trop valides pour toucher une pension-invalidité, mais en réalité pas assez pour travailler. Selon une étude du Centre d'Etudes pour l'Emploi (organisme officiel français), la principale explication du faible taux de chômage britannique tient à ce que de plus en plus de personnes

ne se présentent plus sur le marché du travail. De 1992 à 1995, alors que le chômage diminuait constamment, le taux d'inactivité des hommes en âge de travailler augmentait de 9%. Le nombre des travailleurs touchant des prestations d'invalidité permanente a «explosé» pour atteindre 2,5 millions en 95: autant de moins sur les listes de chômeurs. Les auteurs de cette étude citent des chercheurs britanniques qui estiment que le taux réel de chômage est deux fois plus élevé que le taux officiel.

Bref, si l'on écarte tous les divers trucs qui servent à maquiller les statistiques du chômage, il y aurait probablement 5 millions de travailleurs sans-emploi ou en sous-emploi au sein d'un prolétariat soumis à une vie de plus en plus misérable...

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PAUVRETÉ

En effet, selon de nombreuses statistiques, 14 millions de personnes vivraient au dessous du seuil de pauvreté dans ce pays, soit 23% des foyers, selon les statistiques publiées par l'Union Européenne (3). Parmi ceux-ci, on compte 30% de retraités et près de 50% de handicapés qui touchent en moyenne, lorsqu'ils travaillent, 81% du salaire de leurs camarades valides chez les hommes et 88% chez les femmes. «*Le nombre des enfants ne vivant que de l'aide sociale est passé de 7% en 1979 à 26% en 94*» écrivait «*The Guardian*» le 25/11/96; et il ajoutait que «*depuis 20 ans, les 10% les plus pauvres ont perdu 13% de leur pouvoir d'achat alors que les 10% les plus riches ont gagné 65%*».

En conséquence, dans ce pays «où l'inégalité des revenus s'est aggravée plus rapidement dans les pays de l'OCDE» (4), les inévitables fléaux du capitalisme se sont développés de manière spectaculaire. C'est ainsi que la malnutrition a atteint le niveau des années 30, alors que le végétarisme par force se développe de plus en plus en marge de la mode et des milieux politiques. Ou que la prostitution occasionnelle et non-officielle ou les «jobs» liés au sexe se développent dans les milieux prolétaires.

Il y aurait 860.000 sans-logis et les squatts, souvent réglementés en Grande-Bretagne, ou les foyers d'accueil, ne sont plus assez nombreux pour gérer ce fléau social. Le nombre des clochards est en hausse constante dans le pays, et les seules vues du quartier londonien de King's Cross, des alentours de Victoria Station et surtout d'Embankment à la tombée de la nuit en donnent une idée frappante... De plus en plus nombreux sont aussi ceux qui partent vivre dans des roulottes et des caravanes à la manière des nomades et se déplacent en fonction de leurs besoins ou des tracasseries policières.

Dans ce pays où les périodes d'essai pour un emploi peuvent aller jusqu'à 24 mois, où il n'existe aucune obligation minimale de congé annuel et où en 1995, 300.000 ouvriers gagnaient moins de £ 1,5 de l'heure et 1.200.000 moins de £ 2,5 (selon «*Problèmes Economiques*» du 3/1/97), il est évident que la santé des prolétaires et d'une partie des couches populaires en ressent les conséquences.

LA SANTÉ

Mais en outre les difficultés financières des NHS Trusts (National Health Services) n'arrangent rien: sur 433 hôpitaux existants 168 seraient en difficulté financière, dont 47 très sérieusement selon une commission d'audit du Labour Party. Les baisses de budgets et d'effectifs et les suppressions de lits et de salles sont devenues monnaie courante dans ces NHS Trusts. Comme en France, les cas de réduction d'effectifs, de fermetures de salles et la suppression de lits ne sont pas rares. Par ailleurs, certains cabinets médicaux en sont arrivés à abandonner les opérations jugées trop peu rentables. Et que fait le Parti Travailliste devant cette situation? Evidemment rien! Les syndicats parlent d'une politique de santé publique pire que celle des Conservateurs; ces derniers servent d'alibi aux travaillistes qui les accusent d'être responsables des difficultés en ayant laissé une énorme

ardoise. C'est un réflexe habituel lorsqu'il y a une passation de pouvoir, les nouveaux accusent leurs prédécesseurs afin de substituer au combat de classe le duel démocratique pour blanchir la classe dominante et continuer la même politique.

Ce système de santé est d'ailleurs tellement délabré que lorsqu'un malade n'appartenant pas à la bourgeoisie, surtout s'il s'agit d'un enfant, doit subir une importante intervention chirurgicale coûteuse, il n'est pas rare de voir la population se cotiser ou bien un riche mécène payer celle-ci dans la plus pure tradition du philanthropisme anglo-saxon et protestant. Quant aux listes d'attente dans les NHS, elles sont énormes. En 96, elles ont augmenté de 13%, soit la plus forte progression depuis la création du NHS en 1948. Dans le même temps, le nombre de ceux qui attendent depuis plus d'un an a augmenté de 50% (pour la région du Grand Londres / Sud-est, la moitié des inscrits sur ces listes d'attente le sont depuis 1 an et demi). En conséquence, 20 à 25% des patients non urgents sont forcés avec ces délais d'attente de plus en plus longs d'être finalement admis en urgence, après que leurs problèmes aient empiré!

Le NHS, qui va vers la privatisation, est donc en crise et glisse peu à peu vers un service pour les seules urgences délaissant par exemple de plus en plus les patients - qui n'ont jamais aussi bien porté ce nom - les plus âgés. Dans ce pays où, pourtant, il y a 1 médecin pour 611 habitants et 1 lit d'hôpital pour 146 habitants («*The Economist*», 1993), vivre longtemps et confortablement durant la retraite devient de plus en plus aléatoire pour les prolétaires.

LES RETRAITES

La révision du régime des retraites et l'augmentation des pensions avaient été annoncées par les Travaillistes durant la campagne électorale. Mais cette promesse, comme beaucoup d'autres, est restée en suspens, officiellement parce que la commission mise sur pied n'a pas encore fini son travail. En fait, le vrai objectif de cette commission est de privatiser à long terme les caisses de retraite.

De leur côté les retraités, qui comptent parmi les plus pauvres d'Europe, ne l'entendent pas ainsi (ni les salariés en général). Et on les voit de plus en plus participer aux manifestations politiques et syndicales. Par exemple le 21/9/97, (correspondant à l'anniversaire de l'introduction des premières retraites 89 ans auparavant) ils ont organisé une manifestation entre Embankment et Trafalgar Square (près du coeur politique du Royaume-Uni avec Westminster, 10 Downing Street ...) pour demander notamment l'établissement des niveaux de retraite en fonction d'une moyenne salariale (mesure abolie par Thatcher en 1979).

La retraite - prise normalement à 65 ans, mais qui peut être anticipée ou repoussée (pour permettre une bonification de la pension) - n'est en effet pas la poule aux oeufs d'or. Selon une étude récente, la pension hebdomadaire moyenne est de 62,45 Livres pour un retraité seul et de 99,80 pour un couple, alors qu'elle devrait être respectivement de £ 82,45 et 129,80 pour garantir un minimum de niveau de vie.

(A Suivre)

(1) Le «*Monde Diplomatique*» de novembre 97 rend compte d'une étude britannique sur la «*surclasse*» dans ce pays (les plus riches bourgeois), évaluée aux 140.000 contribuables qui déclarent plus de 100.000 livres de revenu au fisc. Les auteurs concluent que: «*Loin de se réduire, les écarts se creusent entre les deux extrêmes [de la société] et l'identité propre de chacun des pôles se durcit*».

(2) Organisation qui prétend lutter pour défendre les travailleurs à bas salaires par le recours à la justice bourgeoise.

(3) Selon «*Eurostat*» - organisme statistique de l'Union Européenne, mai 97, les chiffres renvoient à 1993. Sont définis comme pauvres, dans chaque pays, les foyers qui touchent

un revenu inférieur de moitié au revenu moyen des habitants de ce pays (il s'agit donc d'un chiffre qui renseigne sur les écarts de revenu dans chaque pays et non sur les écarts de niveaux de vie entre pays). Le pourcentage britannique de pauvres n'était dépassé que par le Portugal et la Grèce (respectivement 29% et 24% des foyers). D'après les mêmes sources, le pourcentage de pauvres en 93 était de 19% des foyers en Espagne, de 18% en Italie, 16% en France et de 13% en Allemagne, alors que le Danemark, record européen, ne comptait que 9% de foyers pauvres.

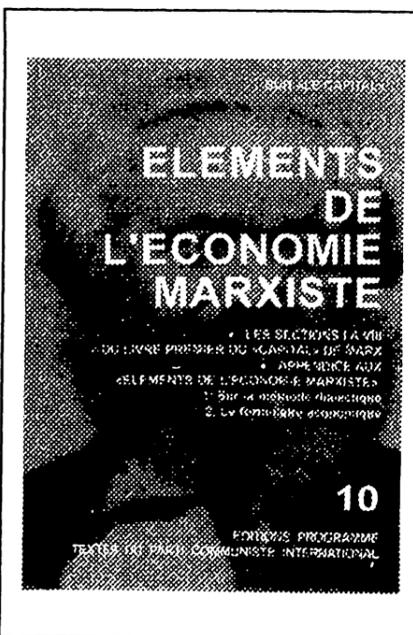
(4) Rapport 1996 de l'OCDE (*Organisation de Coopération et de Développement Economique* qui regroupe les pays capitalistes les plus développés).

«ÉLÉMENTS DE L'ÉCONOMIE MARXISTE»

Le 10e n° de la série des «*Textes du Parti Communiste International*», «*Éléments de l'économie marxiste*» vient de sortir. Il s'agit d'un texte écrit par Amadeo Bordiga en 1929, lorsqu'il était «relégué», avec d'autres prisonniers politiques du fascisme, sur l'île de Ponza. Ce texte, qui s'intégrait dans les cours de formation politique organisés par les déportés communistes, a été écrit pour faciliter l'étude du «*Capital*» de Marx dont il résume et ré-expose le Premier Livre. Publié dans les années cinquante sur les premiers n° de «*Programme Communiste*», il était depuis longtemps inaccessible en français.

En appendice aux «*Éléments...*» nous avons ajouté deux autres textes postérieurs: «*Sur la méthode dialectique*» et «*Le formulaire économique*».

PRIX DE L'EXEMPLAIRE: 60 FF



PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique du P.C.Int.

N° 95 - Au sommaire:

Aux prolétaires d'aujourd'hui, aux combattants de demain! *Histoire de la Gauche communiste*: la fondation du PC d'Italie (2). La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (réunion de San Donà 1992) (2). *Sur le fil du temps*: Parodie de la praxis. Question kurde: Emancipation populaire ou prolétarienne. Mysticisme florentin. Notes de lecture (Revolutionary History: la Gauche communiste).

L'exemplaire: 25 FF

Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

THAILANDE

Comme d'autres pays du Sud-Et asiatique frappés par la tempête boursière qui a éclaté à la fin de l'année dernière, la Thaïlande, après des années d'expansion économique rapide, connaît désormais une crise économique brutale. Les exportations de produits industriels ont fortement chuté et les patrons thaïlandais licencient et réduisent les salaires. Le 19 janvier le gouvernement thaïlandais a décidé de renvoyer 300.000 travailleurs immigrés dans les 6 prochains mois, dans le cadre d'un plan visant à expulser un million de travailleurs sans-papiers. Ces prolétaires immigrés occupent les emplois les plus durs et les plus mal payés, en général dédaignés par les ouvriers thaïlandais. Mais les économistes estiment que la crise économique pourrait jeter sur le pavé 2 millions de travailleurs d'ici la fin de l'été; les prolétaires locaux seraient alors bien obligés d'accepter ce qu'ils refusaient auparavant.

Cependant plusieurs exemples montrent que la classe ouvrière thaïlandaise, qui s'est sensiblement accrue lors des années de croissance économique, n'est plus aussi docile que le voudraient les patrons et qu'elle n'acceptera pas aussi facilement que cela la dégradation de ses conditions de vie et de travail. Déjà en 1996 la lutte des ouvriers de Sanyo dans la banlieue de la capitale Bangkok avait eu l'honneur des médias à l'étranger, tant la radicalité de ce conflit qui touchait une firme étrangère (japonaise) avait effrayé les investisseurs internationaux.

Il semble bien que ce n'était pas là un incident isolé, mais le signe d'un état d'esprit assez répandu parmi les prolétaires puisque des faits similaires se sont renouvelés en janvier de cette année. Plus de 3.000 ouvriers d'une usine de pièces détachées automobiles à une vingtaine de kilomètres de la capitale ont commencé à lancer un mouvement de grève pour obtenir la prime traditionnelle de fin d'année d'une valeur de 3 mois de salaire, qui avait été réduite à un seul mois. La direction refusa en arguant les difficultés que rencontrait le pays dans cette période de tourmente financière et monétaire. Selon les comptes rendus de la presse cette réponse fit entrer les

ouvriers en «fureur»; ils bloquèrent la route principale, provoquant d'énormes embouteillages dans Bangkok. De violents affrontements eurent lieu ensuite avec 300 policiers anti-émeutes lorsque que les ouvriers essayèrent de s'emparer de l'usine. 58 ouvriers ont été arrêtés et inculpés de trouble à l'ordre public et destruction de propriété publique.

Un autre incident est révélateur de l'état d'esprit des masses: 3000 vendeurs ambulants de billets de loterie ont bloqué pendant plusieurs jours une artère de Bangkok et menacé de brûler les bâtiments de la loterie nationale s'ils ne recevaient pas davantage de billets à vendre. Ce genre d'activités très mal payées est l'une de celles qui sont recherchées par les prolétaires dans la misère.

MAROC

Au cours des premiers jours de janvier, des violents accrochages ont eu lieu entre la police et les habitants de Jerada dans l'est du Maroc, à proximité de la frontière algérienne. Dans cette localité se trouve une mine de charbon qui, depuis 1932, représente pratiquement la seule activité locale, avec la centrale électrique alimentée par le charbon local. Les conditions de travail sont particulièrement difficiles (boyaux étroits, mal ou pas ventilés, à 800 mètres de profondeur) et les accidents de travail sont fréquents. Dans le cadre des privatisations et du plan minier le gouvernement marocain a décidé de fermer cette mine devenue insuffisamment rentable.

Vendredi soir 2 janvier les mineurs en grève contre la décision de fermeture avaient organisé une manifestation de protestation qui se déroulait pacifiquement, lorsqu'elle a été violemment réprimée par la police et la gendarmerie. D'après le journal «Al Ittihad Al Ichtraki» du 4/1/98, les policiers attaquent les manifestants à coups de gourdin «n'ont fait aucune distinction entre les passants et les manifestants pourchassés jusque dans les cafés et même dans les maisons». Devant cette attaque les manifestants, aidés par des habitants, ont contre-attaqué en dressant des barricades et en brûlant des pneus. Une banque ainsi qu'un café ont été en partie détruits

au cours des affrontements qui ont duré jusqu'au lendemain matin. Selon les autorités 2 policiers ont été blessés, ainsi qu'un nombre indéterminé de manifestants. Le journal ajoute que des affrontements entre mineurs et forces de l'ordre ont déjà eu lieu à plusieurs reprises dans le passé dans cette région.

ZIMBABWE

A la mi-janvier des émeutes ont éclaté dans les banlieues populaires de Harare, la capitale de l'ancienne Rhodésie britannique. Les émeutiers protestaient contre la hausse soudaine des produits de première nécessité. La farine de maïs, base de l'alimentation populaire, a ainsi augmenté de 21 % du jour au lendemain. Ces augmentations ont été décidées pour rétablir les finances publiques mises à mal par l'effondrement de la monnaie locale depuis la fin de l'année dernière. Devant ces émeutes qui prenaient l'aspect de véritables «révoltes populaires» selon la presse étrangère, le gouvernement a annoncé le 19 janvier qu'il allait annuler les hausses des prix. Cela n'a pas calmé la fureur des émeutiers; des supermarchés et des entrepôts ont été pillés, le 20 janvier les émeutes se sont étendues en province dans les villes de Masvingo, Gweru et Chegutu, tandis qu'incendies et pillages faisaient rage dans la grande banlieue et les quartiers périphériques de Harare. Le gouvernement décidait alors, pour la première fois depuis l'indépendance, de faire intervenir l'armée; des blindés, appuyés par des hélicoptères lançant des grenades lacrymogènes, étaient envoyés dans les quartiers populaires. «Les soldats seront autorisés à utiliser des balles réelles et n'hésiteront pas à tirer sur les fauteurs de troubles», déclarait le ministre de l'intérieur. Nous ne connaissons pas le chiffre des victimes de cette répression. Les masses laborieuses du Zimbabwe connaissent une situation très difficile. Le taux de chômage est évalué à 45 %. En décembre dernier, pour la première fois, les syndicats avaient été contraints d'organiser une grève générale et des manifestations afin de faire tomber un peu la pression. Mais l'explosion a quand même eu lieu.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.

CORRESPONDANCE :
POUR LA FRANCE :
Editions Programme, 3 rue Basse
Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE :
Editions Programme, 12 rue du
Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE :
Il Comunista, C. P. 10835, 20110
Milano

SOUSCRIPTION PERMANENTE
5e liste 1997
Paris: 700,00 / Roger: 450,00 / Paris: 760,00
/ Aix: 150,00 / Foix: 300,00 / Victor: 60,00
/ Bourges: 500,00 / Maison-Alfort: 40,00
/ Frank: 100,50 / Marseille: 360,00
Total liste: 3'420,50 FF.
Total 1997: 21'958,50 FF.
1ère liste 1998
Roger: 350,00 / Paris: 700,00 / Victor: 100,00
/ Metz: 75,00 / Brest: 25,00
Total liste: 1'250,00 FF.

Correspondance Répression en prison

Nous avons reçu de la «Commission Prison-Répression» (Commission Prison-Répression c/o C.D.R., B.P. 163, 75463 PARIS Cedex 10e) le communiqué de presse suivant:

Le dimanche 13 avril 1997, Thierry Cecchi, 32 ans, détenu en préventive transféré depuis peu à la prison de Grasse (Alpes-Maritimes), était retrouvé mort dans la cellule disciplinaire de cette Maison d'arrêt.

L'administration pénitentiaire conclut opportunément au suicide, mais dès le lendemain cette version des faits était contestée par les détenus de l'établissement qui, en signe de protestation, refusèrent de remonter dans leurs cellules à l'issue de la promenade. Nombre d'entre eux, ainsi que la famille de la victime, ont acquis la conviction que Thierry a été véritablement tué par des surveillants de la M.A., qui auraient alors maquillé cet assassinat en suicide.

Même si des doutes persistent sur les circonstances du décès (l'Administration Pénitentiaire occultant bien sûr la moindre information sur le sujet), il faut le comprendre comme l'aboutissement d'un «traitement de choc» dont, à l'instar d'autres détenus dans des prisons de France, Thierry avait été soumis au long de son parcours carcéral au sein d'un certain nombre d'établissements pénitentiaires du sud du pays.

Incarcé en septembre 1995, Thierry CECCHI avait subi, en un an et demi, pas loin de 10 transferts suivant la méthode de désa-

bilisation traditionnellement réservée aux détenus jugés «récalcitrants».

Après être passé deux fois Ajaccio, puis à Fresnes et Marseille, c'est à la maison d'arrêt de Borgo (Haute Corse) que le harcèlement à son encontre de la part des surveillants prit dès lors des proportions particulièrement insupportables: insultes et tracasseries quotidiennes se multiplièrent, et il finit battu jusqu'au sang par des gardiens.

Deux jours après son tabassage, on le fit transférer à la prison de Luynes (Aix-en-Provence). Là dès son arrivée et sans n'y connaître personne, un groupe de surveillants auquel on avait manifestement «passé le mot», le prit en charge: agressions verbales et provocations en tout genre se poursuivirent dans l'espoir d'obtenir de sa part un motif de le frapper en retour. S'ajoutèrent à cela des rumeurs sur son compte alimentées par les surveillants, visant à le faire passer après des autres détenus pour un «violeur d'enfants».

Un mois plus tard, il se retrouva une fois de plus à la M.A. des Baumettes à Marseille, où ils lui en firent voir de toutes les couleurs. Ayant craqué et ayant eut l'«audace» de répondre aux provocations, il fut à nouveau très violemment battu par un groupe de gardiens, puis délibérément abandonné inconscient dans une mare de sang tout le long de la journée. Transféré à la prison de Draguignan (Var), son calvaire continua (on ne l'y laissait jamais dormir la nuit), auquel vinrent s'ajouter les premières menaces de mort.

Finalement il se retrouva à la M.A. de Grasse, qu'il décrivit comme «la pire de toutes». Les menaces de mort de la part d'un certain groupe de surveillants se précisèrent, et il en arriva à craindre, non seulement pour sa vie, mais pour celle de son oncle qui lui rendait visite au parloir. Toutes les démarches

dès lors entreprises par sa famille auprès du directeur de la Maison d'arrêt, du juge d'application des peines de Draguignan, du procureur de la République de Grasse et du Ministère de la justice furent royalement ignorées.

Enfin, le 13 avril 1997, Thierry était retrouvé mort pendu dans le «mitard» avec des lacets de chaussures de tennis.

Or chacun familier avec le monde carcéral sait que, suivant le règlement pénitentiaire, avant chaque entrée au mitard d'un détenu, il lui est procédé au retrait de tels effets personnels - lacets ou toute autre sorte de vêtement pouvant être utilisée pour pouvoir se suicider (d'ailleurs les détenus sont généralement envoyés nus au mitard).

Que Thierry CECCHI ait été délibérément poussé au suicide ou que l'on ait utilisé des lacets de tennis pour maquiller son assassinat en suicide, la responsabilité directe des surveillants de la M.A. dans sa mort est clairement mise en cause. D'ailleurs, jusqu'à ce jour, les résultats de l'autopsie sont refusés à la famille et à son avocat.

Cette description du tragique périple de ce détenu vient aujourd'hui s'ajouter à de multiples témoignages de prisonniers du sud de la France concernant le «Parc» pénitentiaire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont les surveillants (et sans doute ne sont-ils pas les seuls en France) n'ont pas attendu que soit autorisée ou pas la constitution officielle d'un syndicat Front National Pénitentiaire, pour organiser un réseau fasciste s'étendant sur l'essentiel des prisons de leur région; réseau d'ores et déjà actif et capable d'assurer le «suivi rapproché» des détenus transférés d'un Etablissement à l'autre garantissant une continuité particulièrement efficace dans leurs traitements répressifs individuels spécifiques.

Objectif: «casser» les détenus qu'ils jugent dérangeants ou éliminer les plus récalcitrants en les poussant au suicide. Certains affirment aujourd'hui qu'avec le cas de Thierry Cecchi, le «pas aurait été franchi» à la M.A. de Grasse en procédant à l'élimination physique d'un détenu.

La Commission Prison-Répression réclame que toute la lumière soit faite sur la mort de Th. Cecchi. Elle dénonce par ailleurs l'arbitraire total et l'impunité dans laquelle peuvent sévir en toute liberté les surveillants des prisons françaises, de même qu'elle dénonce la privation de tous les droits laissés aux détenus. Elle condamne le laisser-faire et le «black-out» de l'Administration pénitentiaire et du Ministère de la Justice qui cautionnent les agissements de ces gardiens, et qui utilisent ce régime de terreur dans leur gestion de la vie carcérale. Enfin, la Commission Prison-Répression exige l'abolition du mitard et des quartiers d'isolement telle que réclamée par les détenus depuis des années.

Décembre 1997

Depuis que nous avons reçu ce communiqué, la prison de Grasse a encore fait parler d'elle. Le jour de l'an, selon des déclarations de plusieurs détenus, les 6 gardiens présents, après avoir bu plusieurs bouteilles de champagne sont allés tabasser des détenus, de préférence arabe: 8 prisonniers ont été victimes des matons ivres, dont au moins 3 mineurs. L'un des gardiens aurait même à moitié étranglé un prisonnier. «Libération» du 23/1 qui relate ces faits écrit: «La Maison d'Arrêt de Grasse n'a pas très bonne réputation. Les détenus et anciens prisonniers la décrivent comme une «prison à suicides»». Les autorités ont ouvert une enquête...